

CONT@CT



NEUE HELVETISCHE GESELLSCHAFT – TREFFPUNKT SCHWEIZ
RENCONTRES SUISSES – NOUVELLE SOCIÉTÉ HELVÉTIQUE
INCONTRI SVIZZERI – NUOVA SOCIETÀ ELVETICA
NUOVA SOCIETÀ HELVETICA – SCUNTRADA SVIZRA

Bulletin / Mitteilungen

Chers membres des Rencontres Suisse-Nouvelle Société Helvétique,

Nous voilà à nouveau en fin d'année, le temps passe vite et semble nous filer entre les doigts comme de l'eau.

Notre assemblée des délégués a été enrichie, cet été, par un débat intéressant sur la révision de la loi sur la culture, toujours encore en discussion au Parlement. L'élément essentiel des divergences réside dans la répartition des tâches et responsabilités entre le Conseil fédéral et Pro Helvetia. Nous y revenons dans les pages qui suivent.

Dans le cadre de notre cycle de conférences sur le thème du plurilinguisme dans notre pays en tant que facteur de compréhension confédérale, nous venons d'aborder ses effets économiques. La nouvelle économie globalisée, suscite, en effet, une série de questions quant aux pratiques linguistiques observables en milieu de travail, à leur rôle dans l'activité professionnelle, et plus généralement à la « valeur » économique du plurilinguisme.

L'étude ELAN, effectuée en 2006 pour le compte de la Commission européenne, au sein d'entreprises de 29 pays européens, confirme certes, que la connaissance de l'anglais est quasi indispensable mais, d'un autre côté, ne représente que 29 % de la totalité des futurs besoins en connaissances de langues étrangères. Plus encore, d'après un calcul prudent, il y aurait au moins 945 000 PME européennes auxquelles échappent des commandes à cause du manque de compétences linguistiques. Ce simple constat devrait être un défi de faire de l'orientation vers le plurilinguisme un des piliers de la politique de l'entreprise.

Lors de notre workshop annuel, le comité a défini le thème principal de nos activités pour 2010.

Sehr geehrte Mitglieder der Neuen Helvetischen Gesellschaft-Treffpunkt Schweiz,

Schon wieder befinden wir uns am Ende eines Jahres. Die Zeit vergeht rasch und zerrinnt uns zwischen den Fingern.

Unsere Delegiertenversammlung im Sommer wurde bereichert durch eine interessante Debatte über die Revision des Kulturgesetzes, die im Parlament immer noch diskutiert wird. Die wichtigsten Streitpunkte betreffen die Aufteilung der Aufgaben und Verantwortlichkeiten zwischen dem Bundesrat und Pro Helvetia. Wir kommen auf den nächsten Seiten darauf zurück.

Im Rahmen unserer Konferenzreihe zum Thema Mehrsprachigkeit als Faktor der gesamtschweizerischen Verständigung haben wir eine Veranstaltung zu den Auswirkungen der Mehrsprachigkeit in der Wirtschaft organisiert. Die neue globalisierte Wirtschaft wirft in der Tat eine Reihe von Fragen auf, wie Sprachen am Arbeitsplatz, bei der beruflichen Tätigkeit gehandhabt werden und, allgemeiner, welchen wirtschaftlichen „Wert“ die Mehrsprachigkeit hat.

Eine von der Europäischen Kommission bei ELAN in Auftrag gegebene Studie von 2006 bestätigt nach Befragungen von Unternehmen in 29 europäischen Ländern, dass Englischkenntnisse praktisch unentbehrlich sind, dass sie aber nur 29% aller künftigen Bedürfnisse nach Fremdsprachenkenntnissen abdecken. Ausserdem soll es nach vorsichtigen Berechnungen in Europa etwa 945 000 KMU geben, denen aus Mangel an Sprachkenntnissen Bestellungen entgehen. Diese einfache Feststellung sollte für die Unternehmen eine Herausforderung darstellen, die Entwicklung zur Mehrsprachigkeit als einen wichtigen Pfeiler ihrer Unternehmungspolitik zu betrachten.

In seinem jährlichen Workshop hat der Zentralvorstand das Hauptthema für unsere Aktivitäten im Jahr 2010 bestimmt.

Il sera consacré à l'évolution de nos institutions sous différents aspects: Il s'agit de réinventer nos relations avec L'EU, afin de briser notre isolement. Nous voulons aider à clarifier les tensions existantes entre une Suisse tournée vers l'intérieur et une Suisse plus ouverte. Il devient urgent de mieux utiliser le potentiel du personnel étranger établi chez nous, tout en préservant certaines de nos spécificités qui ont fait le succès de notre place économique (paix du travail, formation duale).

Il appartient bien entendu à nos sections de se brancher sur cette thématique ou de traiter des sujets plus en ligne avec leur région.

Nous vous souhaitons une bonne lecture.

*Christiane Langenberger-Jaeger,
Présidence RS-NSH*

Wir wollen uns den verschiedenen Aspekten der Entwicklung der schweizerischen Institutionen widmen. Es geht darum, unsere Beziehungen zur EU neu zu prüfen, um unsere heutige Isolierung zu durchbrechen. Wir wollen dazu beitragen, die Spannungen zwischen einer nach innen gerichteten und einer sich mehr nach aussen öffnenden Schweiz zu klären. Vordringlich wird sein, das Potential der in der Schweiz lebenden ausländischen ArbeitnehmerInnen besser zu nutzen, ohne gewisse schweizerische Spezifitäten aufzugeben, die zum Erfolg unseres Wirtschaftsplatzes beigetragen haben (sozialer Frieden, duale Berufsbildung).

Selbstverständlich steht es unsern Gruppen wie immer frei, diese Thematik aufzunehmen oder eher Probleme zu behandeln, die in ihrer Region besonders aktuell sind.

Wir wünschen Ihnen Freude am Lesen.

Christiane Langenberger-Jaeger,
Präsidentin NHG-TS

Hommage à Jean-François Bergier Passionné de rencontres, de dialogue et d'amitié

De Jean-François Bergier, l'historien, le professeur, le conférencier, l'auteur et le président de la Commission indépendante d'experts sur la Suisse et la Deuxième guerre mondiale (CIE), tout ou presque a été dit, écrit, témoigné et illustré. C'est une autre facette, plus personnelle, plus intime, plus subjective peut-être mais tout aussi fascinante et attachante que j'aimerais esquisser.

Nous nous sommes rencontrés pour la première fois en novembre 1984 à quelques centaines de mètres à l'intérieur du Gothard. Il était en uniforme d'« officier spécialiste », en d'autres termes de conseiller du Gouvernement dans le Groupe Stratégie de l'Etat major d'armée. Pendant près d'une semaine, nous avons simulé une situation de guerre atomique qui aurait contraint le Conseil fédéral à se réfugier dans un « hôtel » souterrain considéré comme inexpugnable. Jean-François Bergier nous gratifiait de conférences improvisées dans son domaine de prédilection et de spécialisation : Guillaume Tell pour lequel il avouait une véritable affection et les mythes alpins qui rassurent, pétrifient et aveuglent quand ils sont magnifiés.

Ainsi se sont noués des liens d'amitié que nous avons entretenus par des rencontres épisodiques à Zurich où il occupait la chaire d'histoire en langue française à l'Ecole polytechnique fédérale. Nous nous retrouvions dans son bureau du Schanzengraben ou dans un restaurant de la

vieille ville pour parler de politique suisse, de construction européenne, de son souci d'ouverture et de dialogue avec ses confrères historiens étrangers, de ses doutes aussi quant à l'aptitude de ses compatriotes à relever les défis d'un environnement politico-économique chamboulé.

Désireux de faire partager ses ambitions, ses préoccupations et son questionnement à propos de la Suisse, Jean-François Bergier a fait bénéficier les membres du Kiwanis Club Zurich-Romandie qu'il avait contribué à fonder et dont il fut président en 1981/82 de ses relations pour y inviter des personnalités suisses et étrangères. Le professeur Bergier qui, outre l'anglais, parlait couramment l'allemand et l'italien, fut profondément déçu lorsque le projet d'exposition nationale tessinoise à l'élaboration duquel il avait participé fut écarté sans autre forme d'explication. C'est surtout au Comité des Rencontres Suisses où il entra en 1964 et dont il assumait avec brio la présidence de 1986 à 1996 que Jean-François Bergier déploya ses talents de rassembleur, sa force de conviction, sa capacité de synthèse, la richesse de son vocabulaire, la concision de son style. Pendant les dix ans de sa présidence, il fit preuve de beaucoup de persévérance, d'idées originales, d'engagement personnel et d'ouverture d'esprit pour orienter la réflexion et porter le débat sur deux thèmes qui lui paraissaient prioritaires : la réforme des institutions politiques et la préservation de la paix so-

ciale. Avec l'élégance du gentleman, la voix ferme et un sourire bienveillant, il savait arbitrer les antagonismes et proposer des compromis sans faire de concessions qui auraient blessé ses convictions profondes ou contourné les objectifs qu'il s'était fixés.

Puis, il y eut le redoutable défi de la Présidence de la CIE. Toujours disponible et dévoué quand il était persuadé de pouvoir rendre service à son pays, Jean-François Bergier se consacra corps et âme à cette tâche qu'il savait redoutable, ingrate même, mais nécessaire et finalement gratifiante.

Jusqu'à quelques semaines avant sa mort, je recevais de temps en temps une lettre où il évoquait ses activités de retraité actif, ses projets, ses joies, les critiques dont il était encore l'objet, les récompenses auxquelles il était sensible. Il se préoccupait de ses familiers de manière si discrète, constante, empathique et fraternelle que son amitié abolissait la distance et se jouait du temps.

José Ribeaud - Journaliste

Die italienische Schweiz auf Rollensuche

Die in der italienischen Schweiz tätige staatsbürgerliche Vereinigung „Coscienza Svizzera“ ist mit einem 206 Seiten starken Bande „Identità nella globalità; le sfide della Svizzera italiana“ (Giampiero Casagrande editore, Bellinzona 2009, ISBN 978-88-7795-197-7, herausgegeben vom Politologen Oscar Mazzoleni und von alt Nationalrat Prof. Remigio Ratti, an die Öffentlichkeit getreten.

Vier Autoren aus der Südschweiz und fünf aus Deutsch- und Welschschweiz (übersetzt) sowie aus Italien suchen in spannenden, aufschlussreichen Studien Standort, Weg und Eigenart der italophonen Gegenden unseres Landes in einer von der Globalisierung bewirkten Phase der Paradigmenwechsel zu orten. Dies ist in einer in dieser Zone besonders spürbaren Ungewissheit ein verdienstliches Unterfangen. Man würde es sich nur wünschen, dass diese Erwägungen mehr Schweizern sprachlich zugänglich würden. Buchpublikationen solcher Art sind im ständigen Integrationsprozess, dessen eine Willensnation bedarf, unentbehrlich.

Reorientierung im Zeitalter der Entgrenzung

Ein Grundtenor des Werkes ist, dass der Kanton Tessin und die Bündner „Valli“ in der heutigen Entgrenzung ihre spezifische Funktion noch nicht gefunden haben. Die Ende des 20. Jahrhunderts intellektuell proklamierte Offenheit auf neue Beziehungsmuster sei – im Nichtfertigwerden mit der Fülle der Änderungen – einem abermaligen Rückzug auf sich selbst gewichen. Diese Täler litten unter dem Wechsel vom eidgenössischen Solidaritäts-Föderalismus zu einem Wettbewerbs-Föderalismus. Was unter Letzterem zu verstehen sei, bleibt zwar etwas undeutlich. Remigio Ratti nennt den neuen Finanzausgleich als Beispiel des Wettbewerbs-Föderalismus. Dadurch sei die italienische Schweiz marginalisiert statt ins Zentrum der Beziehung zwischen gossen Metropolen gestellt worden. Der Wettbewerbs-Föderalismus erscheint bei weiteren Autoren durch die entfesselte Jagd nach Standortvorteilen auf Kosten anderer Gebiete charakterisiert. Die mehrfach Deutungen unterworfenen Solidarisierung mit den Streikenden der SBB-Werke Bellinzona wird

als Folge solcher zusammenhangslos, von einem fernab liegenden Management im Eigeninteresse verwirklichter Akte verstanden.

Unter den Südschweizer Autoren zieht *Orazio Martinetti* in knappen Strichen die seit 1500 auftauchende „Sonderfall“-Eigenschaft der Eidgenossen nach. Dieses Rollenbewusstsein spaltet sich aber schliesslich in eine konservativ-helvetozentrische und eine progressiv offene, europäistische Richtung auf. – *Marco Marcacci* skizziert auf gleichem geschichtlichem Hintergrund die Wandlung des vor rund 200 Jahren entstandenen Kantons Tessin. Der Marginalisation zwischen den Metropolen nördlich der Alpen und Mailand suchte man Ende des 20. Jahrhunderts durch Offenheit und Zusammenarbeit abzuwehren. Aber die Schwächung des Staates durch das Wuchern der wirtschaftlichen Zusammenhänge, in denen das Tessin wenig Gewicht erlangte, verleitete dort zu einer Flucht vieler ins Eigenste, in defensiv geltend gemachte altertümliche Ideale. – *Remigio Ratti* verfolgt, wie der zuerst in Kleinwirtschaftsräume zersplitterte Kanton Tessin dank der Gotthardbahn an Zusammenhang gewann. Allerdings schieden sich der Bahnachse nahe und fernere Gebiete, bis nach 1970 die Unterscheidung einer Städteagglomeration (vom oberen Langenseeende bis Chiasso) und sich entvölkernder Bergtäler den Kanton prägt. – *Oscar Mazzoleni* konstatiert einen heutigen Kontrast zu der seit den 1930er Jahren gewachsenen konsensualen Kollegialität und Paritätik, die eine Folge der bedrohten Grenzen und der sozioökonomischen Verbesserungen war. Seit den 90er Jahren hat unter dem Einfluss der europäischen und globalen Grossraumöffnung die Verschärfung des wirtschaftlichen Wettbewerbs auf die Politik, die Parteien übergriffen, das Streben nach wirtschaftlichen

Vorteilen akzentuiert und das bisherige System geschwächt. Das anderssprachige, randständige Tessin ist hievon besonders betroffen. Spannungen mit Machtzentren des Bundes sind aufgetreten. Im Tessin ringen mindestens vier Optionen um eine neue Positionierung, ohne dass eine bisher die Oberhand hätte: der Wille, mit fernen Zentren in Wettbewerb zu treten, die Absicht, mit der italienischen Nachbarschaft vermehrt zusammenzuwirken, das Bestreben, verstärkt unter den Schutz des Bundes treten zu können, und das Eingraben in einen sich gegen Nord und Süd abschirmenden Kanton – ein Tessin, das aber mit zunehmendem Verschwinden des Dialekts gerade eine seiner Eigentümlichkeiten verliert.

Befunde auswärtiger Beobachter

Unter den beigezogenen auswärtigen Beobachtern macht der Historiker *Georg Kreis* darauf aufmerksam, wie variabel der Begriff der Identität ist, und darauf, dass er vor allem in Zeiten der Ungewissheit besonders oft angerufen und diskutiert wird. Kennzeichnend ist, dass im Tessin die Frage danach besonders oft gestellt wird. – Der Geograph *Martin Schuler* bestätigt, dass selten ein Kanton in den letzten zwanzig Jahren so viel Veränderungen über sich ergehen lassen musste wie das Tessin. – Die welsche Publizistin *Joëlle Kuntz* glänzt mit einer scharfsichtigen Analyse der ambivalenten Beziehung der nordalpinen Schweiz zum Tessin: Dieses liebt man, ohne sich um seine praktischen Bedürfnisse zu kümmern. Die Bindung des Kantons an die Bundesbetriebe wurde gelockert, ohne dass man merkte, dass man damit den Tessinern die Würde eines am Bunde mitverantwortlich mitwirkenden Gliedes nahm. Die Rolle des Südschweizer Durchgangsraums darf nicht die einer durchrasten Oednis sein, sondern ist in Bern und in

Mailand neu auszuhandeln. Die Ansätze dazu sind noch schwach. Fürs Gebirge stellt indessen eine Gotthard-Expo 2020 das Bewusstwerden eines neuen Rollenbildes in Aussicht. Und für das Südtessin bildet die avantgardistische Universität eine Chance zu europaweiten Beziehungen, obwohl der Sitz in Lugano von der provinzialistisch eng denkenden „Lega“ dominiert wird. Das Tessin ist zu nützlich, um den Launen des Marktes preisgegeben zu werden.

Der Mailänder Politologe *Piero Bassetti* geht davon aus, dass Italien als „ein und unteilbarer“ Staat, die Schweiz aber bündisch konzipiert ist und statt Einheit ausgleichendes Auskommen mit vielen Einflüssen übt. Dieser Unterschied beider Länder ändert aber nichts an der Notwendigkeit einer norditalienisch-südschweizerischen Zusammenarbeit, die nicht stets über die nationalen Hauptstädte zu vermitteln, sondern direkt zu suchen ist. Das ist ohne Verlust der nationalen Loyalität möglich und dient dem Bestehen in einer Welt, in der die Grenzen immer weniger, regionale Netzwerke aber immer mehr zählen. – Laut dem Mailänder Soziologen *Aldo Bonomi* muss man sich mit der Gefahr der Verödung der Bergtäler befassen. Er sieht indessen die Chance der Zone zwischen der oberitalienischen Megalopole und Schwerpunkt Zürich, sich als Vermittlerin der Zusammenarbeit beider, auch kulturell, zu etablieren.

Zentral bleibt, dass die Südschweizer zu einem zeitgemässen Rollenverständnis und einer entsprechenden Identitäts-Vorstellung finden. Ferner ist erforderlich eine erhöhte eidgenössische Wahrnehmung von Sorgen und Möglichkeiten der ennetbirgischen Schweiz – mit entsprechenden Konsequenzen.

Roberto Bernhard

Noss temp malsegir L'identitad svizra sa mida

«Crisa» deriva d'in pled grec che munta «decisiun». Ina crisa porscha l'occasiun, anzi, intimescha da reponderar e metter en dumonda tenutas ed andaments che parevan francads ina giada per adina. La «Basler Zeitung» dals 5 da matg titulescha: «La crisa bancara ed economica scurlatta la persvasiun ch'il martgà liber sa medegeschia sez» (p. 7). Paucs pajais èn fundads sin il martgà liber uschè profundamain sco la Svizra. I na smirveglia pia betg ch'ins metta uss en dumonda elements essenzials. En lez connex èn gist cumparidas las Annalas 2009 da la Nova societad helvetica – Scuntrada svizra, edidas da sia squadra da Winterthur.

Il titel rumantsch: «(Mal-) Segirtads helveticas» sa referescha a persvasiuns d'avant var tschinquanta onns che han lura sa reveladas per gronda part sco antiquadas pervi «da las bleras midadas sveltas tar nossa moda da viver» (p. 15). Las pliras contribuziuns dal tom provan d'eruir ils mussaments da lezzas illusiuns e dischillusiuns per in public svizzer dal 21avel tschientaner.

Schefredactur *Roberto Bernhard*, anteriur correspundent da la «NZZ» tar la Dretgira federala a Losanna, exprima sco suonda la directiva da l'ovra: «La sveltezza da las midadas fa vegnir confus e disfidant en fatscha a l'excess da novaziuns, pia er en fatscha a quai che n'è betg famigliar, en fatscha a l'ester. L'absenza da normas, da saivs directivas, da balustradas lascha

blera glied en l'empatg. Ins n'astga cunzunt betg refusar preschent e futur e tschertgar refugì, senza ponderar, en in passà che savess mus-sar fitg bler sch'ins al perscrutass cun saun giudizi. Ins n'astga gnanca schimgiar tut quai ch'è a la moda. Per sa far valair, duain ins emprender a dumagnar la lavina cuminaivla da midadas senza sa laschar sepulir» (p. 24).

Famiglias immigradas e lur integraziun

Bernhard deditgescha insaquantas lingias bain ponderadas a la xenofobia. El releva «tendenzas conservativas e naziunalisticas, cun inclinaziun a s'isolar da l'ester, tar var ina terza part da las persunas cun dretg da votar (...). In politolog d'aut rang (...) smina che talas tendenzas derivan da las midadas bler memia sveltas da noss temp; (...) questas dasdan fermes reflexs da defensiun che vulan mantegnair il pli bler pussaivel da quai che ha sa verifitgà sco famigliar» (pp. 20-21). En Svizra, sco er en auters pajais europeics d'immigraziun, sa sfadian ins adina pli sapientivamain d'integrar las populaziuns novas e cunzunt lur segundas e terzas generaziuns. En lez senn han ins provà ed introduci novaziuns pedagogicas che pertutgan classas entiras, tant ils uffants indigens sco era quels d'auter linguatg. En scolinas da plis lieus alemans han ins per exempel entschavi a duvrar il linguatg standard sper il dialect. «(Mal-) Segirtads helveticas» cuntogna ina contribuziun da la pedagoga *Dana Wittlin Hoffmann* (Soloturn) che rapporta davart tals experiments e lur evaluaziun scientifica: «Ins po senz'auter cumbinar in diever cler e net da la lingua standard cun quel dal dialect (...). Cun il linguatg standard survegnan uffants plurilings in access ad in linguatg cuminaivel per communitgar cun germanofons e quels d'auter linguatg. Quai sustegna lura ferm l'acquisiziun dal linguatg da scrittira e prevegn ad in masdigl da plects dialectals e standards» (p. 220). A Basilea han ins manà duas classas da scolina duvrand il tudestg standard e lura cumpagnà quellas classas en la prima e segunda classa primara; il rapport final punctuescha che l'experiment haja «meglierà zund l'acquisiziun dal tudestg sco segund linguatg per quels uffants che na l'enconuschevan betg u l'enconuschevan strusch avant l'entschatta en scolina» (p. 222). En l'Argovia han 43 mussadras da scolina «integrà sequenzas da linguatg standard regularmain e sapientivamain en l'instrucziun (...). Lur hani notà (...) ch'uffants plurilings e da lingua estra surpiglian bain il standard, perquai ch'i vegnan instruids en lez linguatg, sco era lur geniturs en ils curs da tudestg (...). Plinavant crescha lur schientscha linguistica grazia a las confrunzions tranter dialect e linguatg standard» (pp. 222-223). Lur rapport exprima dentant ina reserva relevanta: «Sch'ins alternescha arbitraramain dal standard al dialect senza notar quai, chaschun'ins ina maschaida nungjavischada dals dus

linguatgs» (p. 223). Ma la bilinguitad fa bain er ad uffants svizzers. La romanista *Barbla Etter* (Cuira) rapporta d'in «project che vul offerir curs da lingua e cultura rumantscha per ils scolars da Turitg (...). Da crescer si cun pliras linguas e culturas è in grond avantatg per il svilup dal tscharvè dals uffants. La plurilinguitad als pussibilescha da vegnir a frida pli tgunsch cun situaziuns complexas. Plinavant promova ella il pensar creativ e flexibel» (p. 235).

Da Gottfried Keller a Kurt Guggenheim

La contribuziun la pli instructiva e captivanta da las Annalas 2009, da Bernhard sez, è entitulada per rumantsch: «Co è naschì l'autopurtret svizzer?» Cumenzà hai a la fin dal 19avel tschientaner: «La naschientscha ed il rinforz da dus stadis naziunals cun cunfar imperial a nord ed a sid da noss pajais po avair stimulà da serrar las retschas a moda pli concilianta, sco er la necessitad da surmuntar las consequenzas dal ‚Kulturkampf‘ (...). En lez senn han ils radicals a la fin da 1891 cedi in sez dal Cussegl federal a la Partida catolica conservativa. Gia ils 1. d'avust 1991 han ins commemorà il patg federal da l'entschatta d'avust 1291 instituind la Festa naziunala (...). Dentant n'era tut betg glorius a la fin dal 19avel tschientaner. In'unda da fundaziuns d'affars ha fatg valair in pensar economic malsau inclinà vers speculaziuns ed in bainstar material vid. Schizunt *Gottfried Keller* ha exprimi ses quitad relativ en ‚Martin Salander‘ (1886), il roman pessimistic da sia vegliadetgna» (pp. 35-36). 1914 ha la memorabla allocuziun dal poet *Carl Spitteler* (1845-1924) a Turitg fatg endament cun efficazia l'urgenza d'ina solidaritad confederala sur ils cunfins etnics: «Nus duessan ans sentir unids senza esser unitars. Nus n'avain ni la medema derivanza, ni il medem linguatg, ni ina dinastia monarchica medianta [sco lezza giada l'Austria-Ungaria, G. S.-C.], gnanc ina chapitala per propi (...). Nus stuain ans chapir meglier, ma per ans chapir meglier, stuaina cunzunt ans emprender d'enconuscher meglier» (cità p. 37). Quest appel a scuvrir linguas e culturas da tschels pievels confederads è actual oz sco avant tschient onns. 1938 ha *Meinrad Inglin* (1893-1971), en ses roman «Schweizerspiegel», recumandà ina virtid civica demussada tschient onns pli baud da general Guillaume-Henri Dufour (1787-1975) durant e suenter la guerra civila: «Ina da nossas provas principalas è da savair smetter a temp da cumbatter. Per glied giagliarda n'è quai betg adina simpel (...). Tschient giadas avainsa chargià cun muniziun da combat, adina puspè stuevna stgargiar (...). Ins sto dumagnar e cuntentar sasez, ins sto tegnair mesura» (cità pp. 39-40). Ma en temps malsegirs duai mintga Svizzer «far viver en sasez la Svizra sco mussavia; uschia viv'la. Ins na sa betg l'extirpar, ni cun panzers u cun aviuns, ni dond fieu u maz-zond, ni occupond u squitschond il pajais (...).

Nus e noss uffants essan la Svizra» (cità p. 48). Uschia, en il roman «Alles in Allem» da *Kurt Guggenheim* (1896-1983), discorra in schuldà en la notg dals 14 da matg 1940, cur che l'entir pajais spetga in'invasiun tudestga.

Dapli solidaritad!

En quest connex fa Bernhard endament «ils Finlandais en lur gauds naventads en fatscha a l'assagl da la Russia sovietica» (p. 45). Il pitschen stadi baltic ha stui far tras la guerra e grevas mutilaziuns territorialas. La Svizra per cletg è restada schaniada, ma cun la conjuntura auta han sa palesadas «las consequenzas dal materialissem creschent cun il progress dal bainstar. La Nova societad helvetica (...) ha incumbensà 1956 l'admonider *Friedrich Traugott Wahlen* cun in referat (...): „Nus avain stgaffi las basas materialas d'ina vita tenor la dignitad umana, ma n'essan betg abels da la viver. Nus avain mezs che pudessan ans liberar, ma nus ans laschain tirannisar da quels mezs (...). Il bainstar (...) ans stimulescha da gudagnar daners per amur dals daners (...). Nus disdin lamentablain cur ch'i va per evocar basegns spierts. Nus stain per gudagnar il mund entir e perder nossa olma (...). Il stadi sa sfadia adina dapli per noss bainstar, ma nus ans occupain adina pli pauc dal stadi» (pp. 52-53). Dal 2003 ha il parlament federal fatg fin cun ina «furmla magica» en vigur dapi 1959; *Silvio Bircher* (Aarau) deditgescha in essai vaira detaglià a las «Novas relaziuns da forza tranter partidas»: «Questas sa cumbattan cun slogans mumentans da propaganda a la moda. Electuras ed electurs perdan perquai l'orientaziun e vegnan malcuntents. Las partidas dentant cumbattan u fan alianzas novas per

gudagnar influenzas u schizunt sezs en il Cussegl federal» (p. 146). Per dapli solidaritad oz s'exprima però il giurist *Daniel Thürer* (Universitad da Turitg) en sia contribuziun entitulada «La Svizra sco stereotip»: «Manaders s'enritgeschan senza turpetg, senza investir ina part da lur retgav en l'intrapresa u en instituziuns d'util public» (p. 84). La crisa d'ozendi ans renda pli attents a talas admoniziuns. La davosa part da «(Mal-) Segirtads helveticas» referescha tuttina davart dus cas modests, ma significativs, da solidaritad effizienta. *Carina Schweizer* (Büdingen sper Schaffusa) rapporta l'integrasiun economica da ses vitg tudestg, circumdà dal territori svizzer, en noss spazi economic. Uffants da Büdingen san frequentar la scola secundara u chantunala a Schaffusa, e l'ospital da questa citad tgira pazients da Büdingen sin la basa da las tariffas extrachantunals svizras. *Seline Trachsel* (Winterthur) infurmescha davart l'activitad da glied da sia citad e d'in vitg limitrof per restaurar bajetgs istorics da Leventina (vallada auta dal flum Tessin). Da tals svilups aud'ins uschiglio pauc; i cumprovan dentant che l'umanissem confederal sa s'adattar a noss temps malsegirs.

Neue Helvetische Gesellschaft, Treffpunkt Schweiz (NHG/TS) Winterthur. Helvetische (Un-) Gewissheiten. (In-) Certitudes helvétiques. (In-) Certezze elvetiche. (Mal-) Segirtads helveticas. Turitg e Cuira (Rüegger, ISBN 978-3-7253-0916-0) 2009.

Da *Guiu Sobiela-Caanitz*
La Quotidiana, Cuira, 27 da matg 2009

Ina minoritad cuntanscha l'adualitad Tschintg decennis cumbat aleman a Friburg

In Friburgais romand vaira prolix – ses num hai emblidà - sa distingueva d'avust e settember 1959 aifer la magistraglia d'in internat da la Svizra orientala. D'ina vart defendeva l'ideal d'in'Europa unida, ma da l'autra leva l'mantegnair ordaifer «sia» Europa ina cuminanza che viva amez noss continent, numnadain l'alemana svizra, «les Suisses allemands». Lez discurs tunava vaira curius en la region nua che pader Notker «Teutonicus» OSB († 1022) aveva translà en aleman medieval ovras classicas da la litteratura latina.

Tranter ils magisters da lez internat da 1959 sa chattava durant duas emnas era l'autur da questas lingias, dischlocà lura dal patrun en ina scola mercantila ch'el possedevea utrò. Tar quel prim contact cun in Friburgais hai chapì ch'i dettia là in problem etnic. Gist en schaner da quel onn 1959, en la chapitala chantunala, è naschida la «Deutschfreiburgische Arbeitsgemeinschaft» (DFAG) per represchentar ils interess culturals e linguistics d'ina cuminanza discriminada che furmava 1960 34 % da la populaziun friburgaisa. Gievgia, ils 18 da zercladur 2009 a las 17 festivescha la DFAG ses 50 onns cun in referat

dal renumà Friburgais biling *Roger de Weck* (Turitg e Sent) entitulà: «Was die Schweiz zusammenhält. Über Sprache und Politik» (1). Gist per in public rumantsch vali la paina da resumar l'activitad, ils success e las disfatgas da la DFAG durant quest mez tschientaner, pia la transfurmaziun d'in chantun romand cun minoritad alemana en in chantun biling cun dus linguatgs aduals. L'ovra fundamentala en chausa ha scrit il giuven istoricher *Bernhard Altermatt* (2) sa basond sin ina lavur realisada sut l'egida dal professor friburgais Francis Python; gist per in public rumantsch vali la paina da leger lez rap-

port captivant davart las fadias d'ina cuminanza linguistica per cuntanscher l'adualitad.

La dumonda anc averta dals toponims

Lez chantun enconusch'ins qua cunzunt sch'ins ha frequentà sia universitad bilingua. Ma quai na tanscha betg. Ins duai viagiar da la chapitala fin giu Murten cun la viafier a binari stretg dals «Transports publics fribourgeois» (uschia il num uffizial). Il tren cursescha tut patgific d'in vitg a tschel senza dar part tgenin che ha ina maioritad romanda e tgenin in'alemana. Tgi che s'infirmescha tar las cifras uffizialas nota savens che la maioritad va vi e nà d'ina dumbraziun a l'autra. La davosa staziun avant Murten ha num Münchenwiler-Courgevaux; l'emprim num è quel d'in vitg bernais, ma la maioritad da Courgevaux era romanda da 1880 (53,4 %) a 1941, alemana 1950 e 1960, puspè romanda 1970 e 1980 e dapi lur alemana. Igl è cler ch'omadus linguatgs èn tradiziunals a Courgevaux, ma uffizial è mo il num franzos; quai è il cas tar plis vitgs da la regiun e cunzunt tar la chapitala (25 % germanofons dal 2000). Gia 1958 ha deputà Ernst Etter, en ina dumonda scritta a la regenza, crititgà modestamain mo il diever exclusiv dal num franzos da vischnancas tradiziunalmain bilinguas sin tavlas da signalisaziun situadas en lieus germanofons. Quest postulat è oz anc adina pendent. La DFAG n'ha gnanca savì cuntanscher in num biling per la staziun viafier da la chapitala, sco ch'igl è il cas per exempel a Biel/Bienne e Disentis/Mustér.

In text da basa davart linguas

Ma Etter crititgava mancanzas pli grevas che quellas davart la signalisaziun, per exempel «la publicaziun unilingua franzosa da las annunzias e comunicaziuns da l'administraziun chantunala en il fegl uffizial» (Altermatt, p. 90). L'um che ha convocà la radunanza da fundaziun da la DFAG enconuscheva fitg bain ils quitads da la populaziun rurala en il district aleman da la Sense, sco era l'istorgia multifara da Friburg, commember da la veglia confederaziun germanofona. Igl era il medi da champagna Peter Boschung (1912-1999), docter da l'Universitad da Berna e perscrutader passinà dal passà friburgais; la radunanza l'ha elegì parsura, e sia corrispondenza cun las autoritads chantunals «mussa che la DFAG s'occupava da bunamain tut quai che pertutgava la bilinguitad administrativa (...). 1966 han Boschung ed il chanzlist chantunal René Binz fatg part ensemen d'in'emissiun da la televisiun svizra alemana (...). Grazia a la cooperaziun tranter l'unien e las autoritads chantunals ha la situaziun dals linguatgs sa meglierada en ils onns 60 e 70 (...). Dapi l'entschatta dals onns 60 ha la DFAG s'engaschada era per la renconuschientscha da la bilinguitad en la constituziun chantunala; ella ha contactà l'Institut friburgais (IF), unien cultu-

rala francofona» (pp. 119-121). Il fondatur da l'IF, l'istoricher conservativ Gonzague de Reynold (1880-1970), resguardava il tudestg sco element constitutiv dal spiert friburgais; 1958 ha'l scrit a Boschung: «A la part tudestga da l'IF hai dà la medema paisa e valor ch'a la part romanda; i na sa tracta betg da statistica e da cifras da populaziun, mabain d'elements da cultura e creativitat (...). Gia daditg nota quai ch'ins sa numnar il malesser dal pajais da la Sense (...). Da vart romanda veseva l'ignoranza ed ils pregiudizis tups encunter tut quai ch'è german; sper la Sense veseva in sentiment d'inferiuradad» (cità p. 235). La DFAG e l'IF han lur elavurà e publitgà ensemen 1968 l'uscheditga «Charte des langues – Sprachencharta», document fundamental davart dretgs da linguatgs en contact. Las discussiuns publicas en chausa han stimulà personalitads e gruppas estras (beltgas, canadaisas, jugoslavas euv.) da vegnir a Friburg per s'infirmar davart la convivenza da dus linguatgs en il chantun.

Cooperond cun la regenza

Il svilup favuraivel ha stimulà la DFAG 1971 da «giavischar ina sentupada cun il Cussegl guvernativ per reglar problems pli cumplitgads cun dialogar (...). La conferenza ha gi lieu en favrer ed ha tutgà las dumondas suandantas: Il cas de Courgevaux, l'applicaziun da la ‚Charte des langues‘, la bilinguitad dal Technicum [chantunal], l'administraziun dal district biling da la Sarine/Saane, toponims e cunzunt, en la chapitala, nums da punts che van suror il cunfin da linguas (...). Ma las activitads da la DFAG na cumpiglian betg mo il cumbat per far resguardar il tudestg en l'administraziun publica (...). Gia 1960 ha'la institui il ‚Deutschfreiburger Kulturpreis‘, archiv da cassetas sonoras, ina cumissiun da radio e televisiun ed in premi da concepts per classas superiuras da scola. 1962 ha la DFAG surpiglià da manar la secziun germanofona da la Societad da scripturs friburgais; sia gruppa da lavur speziala ha fixà normas unifurmas per transcriber ils dialects chantunals. La DFAG ha plinavant creà ina cumissiun per occurrenz culturalas germanofonas en la chapitala, cun referats, sairas litteraras e teater davent da 1963 (...). Svelt è'la vegnida la partenaria privilegiada da las autoritads areguard dumondas da lingua» (pp. 119-121). 1976 ha l'administraziun da la chapitala, plitost ostila vers la bilinguitad, mess inscripziuns monolinguas («Fribourg») empè da «Fribourg/Freiburg» sin las tavlas da signalisaziun ad entradas da la citad. En ina brev da 1977 al Cussegl guvernativ ha lura Boschung punctuà l'impurtanza dals toponims: «Mintga dumonda da lingua cumpiglia in problem da toponims sco element essenzial (...). Ina cuminanza linguistica ha il dretg fundamental da duvrar ils nums tradiziunals dals lieus, e quai en la vita privata, ma er en la publica. Quests nums èn elements constitutivs dal linguatg e rinforzan ils lioms d'ina regiun;

(...) savens èni las perditgas las pli veglias da ses passà demografic e cultural» (cità p. 138). En quest senn ha la regenza mess puspè inscripziuns bilinguas a las entradas en dumonda da la citad. In auter problem derivava per l'administraziun chantunala dal duair da translatar. «Las traducziuns eran savens mediocras. 1987 ha la DFAG examinà versiuns tudestgas da decretis u messadis e giavischè la creaziun d'in post linguistic spezial ,per eliminar ils sbagls da linguatg e da translaziun e per garantir in equiliber qualitativ tranter ils texts uffizials franzos e tudestgs' (...). La regenza ha acceptà d'engaschar in traductur en piazza plaina tar la Chanzlia chantunala; 1989 è vegnì in segund» (pp. 163-164). Igl è stà bler pli grev d'avrir clasas tudestgas en la scola per tgirunzas e tgirunzs, postuladas gia 1977 d'in deputà e messas ad ir pir 1992. Anc 1992 ha in auter deputà crititgà che 88 % dal persunal dal Spital chantunal sappia mo franzos, uschè che blers pazients friburgais tschernian l'Inselspital da Berna.

Ina victoria ed ina disfatta

Pir 1990 ha in success fundamental da la DFAG francà la renconuschientscha plaina da la bilinguitad chantunala. L'art. 21 da la constituziun da 1857 stipulava: «Leschas, decretis e regulativs duain vegnir publicats per franzos e per tudestg. Il text franzos vala sco original.» Gia 1962 ha la DFAG postulà l'adualitad totala dals dus linguatgs. Suentar 1968 sa tractavi «mo» pli d'applitgar la «Charte des langues». Quai ha pretais 1983 deputà Erwin Jutzet. Ils 23 da settember 1990 ha il suveran finalmain astgà approvar cun 83,69 % da las vuschs la versiun curregida da l'art. 21: «Il franzos e tudestg èn ils linguatgs uffizials. Lur diever è reglà respectond il princip da territorialitad. Il chantun promova l'encletg tranter las duas cumanzas linguistics.» En quest senn ha la regenza luttamest 1999 al Cussegl grond la proposta d'introducir l'immersiun en l'auter linguatg chantunal per ina part da l'instrucziun, suentar in temp transitori d'otg onns. Il parlament ha approvà il project cun 80 vuschs encunter 3. Ina gruppa francofona ha dalunga rimnà las suttascripziuns basegnaivlas per in referendum. Las trais corifeas da l'opposiziun, «les trois papis», eran in anteriur cusseglier guvernativ, in anteriur inspectur da scola ed in anteriur rector da la scola auta peda-

gogica. Cunter il project d'immersiun han ins punctuà arguments germanofobs, «la refusa dal tudestg e la disfidanza vers la cultura germana. Plinavant han ins fatg valair la protecziun da la lingua e cultura franzosa e dals intsches francofons. Ins numnava pia l'inimi ch'ins predeva en mira, sco quel che vegnia da l'ost, da l'intschess aleman e german (...). Ins refusava la bilinguitad sco tala, recumandond contacts mo minimals cun autras cumanzas linguisticas (...). La linguista Anna Lietti ha constatà cun amarezza: ,Insaquants francofons manegian ch'emprenner la lingua da l'auter muntia capitular, ma vairamain munti dapli pussanza sin el'» (p. 289). Ils populistas francofons han triumfà instigond la tema da la germanisaziun. Tar la votaziun chantunala da 2000 ha il suveran ditg «na» cun 36 064 vuschs cunter 35 082. Ils dus districts cun maioritads germanofonas han ditg «gea» (72,8 e 70,3 %) sco era la chapitala (51,9 %), ma tut tschels districts han refusà il project. Altermatt manegia che la regenza da Turitg haja contribuì al resultat «cun annunziar paucs dis avant la votaziun friburgaisa ch'ella dettia la prioritad a l'englais en la scola primara sin donn e cust dal franzos» (p. 301); blers Romands han resenti lezza decisiun arroganta sco ina schleppa. In dals «trois papis» ha commentà la victoria dal «na» sco suonda: «Durant in onn, sco antruras, han ils Friburgais senti il flad impertinent dals invasurs nà da l'ost» (cità p. 303 ord ,La Liberté' dals 6 d'october 2000). Quai è il spiert da quel magister friburgais ch'instruiva 1959 a Son Gagl. Il giurist Peter Saladin ha manegià: «L'avegnir da la quadrilinguitad en Svizra dependa da la capacitad da superar tuttafatg quella tenuta che tschenta l'atgna etnia enamez» (cità p. 306). Tgi che vul savair dapli duai leger l'essai d'Altermatt e dudir il referat da Roger de Weck ils 18 da zercladur a Friburg.

- 1) Lieu: Universitad da Friburg (Miséricorde) sala 3113.
- 2) Bernhard Altermatt, La politique du bilinguisme dans le canton de Fribourg/Freiburg. Friburg (Universitad, collecziun «Aux sources du temps présent») 2003.

*Da Guiu Sobiela-Caanitz
La Quotidiana, 5 da zercladur 2009*

La loi sur l'encouragement à la culture : Une révision controversée

Depuis l'entrée en vigueur de la révision totale de la Constitution fédérale en 2000, la Confédération dispose d'une base constitutionnelle pour ses activités générales d'encouragement à la culture.

Le présent projet donne une base légale formelle aux activités culturelles et comble ainsi une lacune.

Cette absence jusqu'à aujourd'hui de loi fédérale, n'est pas synonyme de vide culturel. La richesse et la multiplicité de la création dans notre pays sont exceptionnelles. Cela est dû, en

premier lieu et sans aucun doute, à des artistes aux talents confirmés; en deuxième lieu, à une diversité culturelle innée qui prend ses racines dans la mosaïque linguistique et culturelle de notre pays, en troisième lieu, certainement aussi, à une politique et à une action attentives des communes et des cantons en matière de promotion de la culture.

Une des tâches culturelles principale de la collectivité est sans doute d'instaurer la liberté de l'art, en particulier par la garantie d'une liberté d'action et par l'encouragement.

Il ne s'agit pas seulement de favoriser la liberté de créer, qui est, on le sait, d'autant plus grande si les sources de financement sont nombreuses et indépendantes; l'accès à la culture pour la population et la mise à disposition d'une offre abordable et diversifiée doivent aussi être assurés. Ces tâches exigent des efforts de l'ensemble du pays.

Je reviens ici sur deux sujets qui ont suscité un débat particulièrement vif : La subsidiarité entre Confédération, Cantons et Communes et l'affectation de nouvelles compétences à Pro Helvetia.

Pour respecter le principe de subsidiarité, le projet circonscrit la compétence de la Confédération par rapport aux premiers acteurs de l'encouragement de la culture, à savoir les cantons, les communes et le secteur privé. Concrètement, cette démarcation entraîne l'abandon de l'encouragement direct à la création d'œuvres par la Confédération. Etant donnée son ancrage local ou régional, la promotion de la création artistique est, en effet, du ressort des cantons, des villes et des communes.

Suivant la décision du Conseil national, le conseil des Etats a approuvé le regroupement des projets de loi sur l'encouragement de la culture et de la loi Pro Helvetia.

Cependant, contrairement au CN, les Etats ont choisi de répartir les tâches entre l'Office fédéral et Pro Helvetia tel que le proposait le Conseil fédéral à savoir: l'aide aux artistes, les prix et bourses de formation seraient du ressort de l'Office fédéral de la culture (OFC); le soutien aux projets, à l'exportation culturelle et aux échanges entre régions linguistiques à la fondation seraient attribués à Pro Helvetia.

Le débat a été vif entre les parlementaires voulant éviter toute étatisation de la culture et plaidant en faveur d'un renforcement de Pro Helvetia, afin de mieux rationaliser le système et une majorité, emmenée par le Conseil fédéral, plaidant au contraire en faveur de deux instances fédérales, de manière à garantir la diversité et de donner ainsi, en quelque sorte davantage de chances aux artistes.

Plusieurs organisations culturelles ont, quant à elles, dénoncé un système susceptible de « mettre sous tutelle » la culture à des fins politiques. Selon le Conseil fédéral et le Conseil des Etats il s'agissait de définir ce qui relève de l'autorité étatique et ce qui relève d'une organisation semi privée telle que Pro Helvetia. Le fait de transférer à Pro Helvetia un certain nombre de tâches qui étaient bien exercées jusqu'à ce jour par l'Office fédéral de la culture, semblait peu adéquat. Pro Helvetia n'a d'une part pas le personnel nécessaire et risque, d'autre part, d'être bien plus à la merci de coupes budgétaires que ce n'est le cas actuellement. Certes, le principe de subsidiarité veut que la politique culturelle soit d'abord déterminée à l'échelle locale et que la Confédération n'intervienne qu'en appoint. Or, selon bien des observateurs, il faut sortir de cette logique si l'on entend avoir une politique culturelle ambitieuse.

Le fait que Pro Helvetia ait également des activités à l'étranger et qu'il était indispensable de coordonner les mesures prises à l'étranger entre les Départements fédérale des Affaires Etrangères et de l'Intérieur (DFAE et le DFI), dans les limites bien entendu de leurs compétences directes, a également suscité un marchandage.

Finalement, après concertation entre les deux chambres, une solution de compromis s'est imposée: le soutien à la culture sera simplifié: l'OFC perd certes l'aide à la relève à laquelle elle tenait, mais il garde les prix honorifiques. Pro Helvetia reçoit l'aide aux artistes.

Du côté de l'OFC un chantier va ainsi s'ouvrir: la mise au point du premier programme de politique culturelle, prévu pour la période 2012-2015 avec en primeur la consultation de tous les partenaires responsables culturels locaux, les cantons et les villes. Il y a donc du pain sur la planche !

Christiane Langenberger-Jaeger

Mehrsprachigkeit in Wirtschaft und Arbeitswelt

Sprachkompetenzen als Investition in individuelles Einkommen und volkswirtschaftliche Wertschöpfung?

Während der vergangenen zwei Jahrhunderte waren gesellschaftliche und wissenschaftliche

Debatten über die sprachliche Vielfalt einerseits von einer kulturellen Bewertung und anderer-

seits von einem Rechtediskurs geprägt. Sprache wurde in erster Linie als Ausdruck, Träger und Faktor von Kultur sowie als Identitätselement einer bestimmten Gemeinschaft gedeutet. Von dieser Grundlage leitete man in einem zweiten Schritt sprachliche Ansprüche und Rechte ab, die jeder Gruppe zustehen sollten: beispielsweise das Recht auf freien Sprachgebrauch, auf sprachliche Anerkennung, auf Schutz vor und Abgrenzung von anderen Sprachen. Beide sprachpolitischen Diskurse – die kulturelle und die rechtliche Stossrichtung – haben ihre Gültigkeit behalten, u.a. im Bereich des sprachpflegerischen Engagements oder im Minderheitenschutz. Sie werden jedoch seit einigen Jahrzehnten durch eine dritte Sichtweise erweitert, die Sprache vermehrt als Instrument individueller und kollektiver „Bereicherung“ betrachtet.¹

Neben ihrer identitätsstiftenden Funktion, hatte Sprache immer auch eine instrumentelle Dimension. Sprachen sind Mittel der Kommunikation und der Verständigung zwischen Menschen und Gemeinschaften. Das Beherrschen mehrerer Sprachen ermöglicht nicht nur die Kontaktaufnahme mit einer grösseren Zahl Personengruppen, sondern auch den direkten Austausch und das zwischenmenschliche Handeln. Sprachkompetenzen werden so zu einem „Wert“, mit dem kulturelle und wirtschaftliche „Gewinne“ erzielt werden können. Über das rasante Wachstum von Mobilität und Kommunikation rückt der Erwerb von (Fremd-) Sprachen vermehrt ins Zentrum gesellschaftspolitischer und sozioökonomischer Überlegungen. Als mehrsprachiges Land ist die Schweiz sehr direkt von diesem Paradigmenwechsel, respektive von der sich wandelnden Sichtweise auf Sprache, Sprachkompetenzen und Mehrsprachigkeit betroffen.

Schweizerische Kantone und Regionen werben vermehrt in englischer Sprache um die Gunst nationaler und internationaler Investoren: So gehört Solothurn in struktureller Hinsicht zwar zum Metropolitanraum Bern, zählt sich im Standortmarketing aber auch zur Greater Zurich Area (GZA) In diesem Rahmen wird der Solothurner Hausberg Weissenstein zu einem Ort für Wellness oder Sport-Events und das anthroposophische Goetheanum im Schwarzbubenland zu einem Ort der Selfness (zitiert aus dem Magazin der GZA, Ausgabe 2005). Die Wirtschaftsförderung und die Tourismuswerbung Freiburg vermarktet Stadt und Kanton schon länger als

¹ Vgl. u.a. Monica Heller, „From Political Rights to Economic resources“, in: Schweizerische Akademie der Geistes- und Sozialwissenschaften (Hrsg): *Sprachendiskurs in der Schweiz: Vom Vorzeigefall zum Problemfall?* Bern 2005, S. 41-46.

meilleur pont sur l'Europe des langues et des cultures und als Kultur-Brücken-Stadt sowie, seit einigen Jahren, als Standort für GreenTech- und CleanTech-Unternehmen. Den Höhepunkt der ökonomisch-sprachlichen Anbiederung bilden ohne Zweifel die beiden reichlich holprig benannten und mittlerweile aufgelösten Westschweizer Förderorgane Development Economic Western Switzerland und Gate West Switzerland.

Natürlich versuchen die Kantone ihre Vermarktungsargumente durch konkrete Massnahmen zu untermauern. So zählt die Präsenz einer englischsprachigen International School und eines Expatriate Women's Club heute zum Minimalstandard in jeder mittelgrossen Wirtschaftsregion. Auch an den öffentlichen Schulen setzen die Kantone der Zentral- und Ostschweiz – im Fahrwasser Zürichs – seit einem knappen Jahrzehnt auf das Prinzip English first: Der Sprachenunterricht wird mit Früh-Englisch (statt Französisch) und mit deutsch-englischen Immersionsklassen gefördert – insbesondere unter Verweis auf die Wirtschaftsförderung und das Standortmarketing. Gleichzeitig versuchen die kantonalen Erziehungsbehörden im Sprachgrenzgebiet der Westschweiz dem zweisprachigen Unterricht zum Durchbruch zu verhelfen. Bei einer entsprechenden Vorlage im Kanton Freiburg kamen im Jahr 2000 auf Seiten der Befürworter nicht zuletzt wirtschaftliche Argumente zur Sprache. Mittlerweile möchte sogar der Jura mit zweisprachigen Schulklassen vermehrt Deutschsprachige zur Wohnsitznahme im Kanton animieren – notabene im Rahmen seiner Annäherung an den Wirtschaftsraum der Regio Basiliensis.

Die erwähnten Fälle zeigen auf, wie Sprachenunterricht und Sprachkompetenzen vermehrt als positive Variable in einer Gleichung wahrgenommen werden, deren Resultat eine Steigerung des Volkseinkommens und der wirtschaftlichen Wertschöpfung sein soll. Unabhängig vom weiteren kulturellen und politischen Zusammenhang stellen sich darum die Fragen, inwiefern diese Verknüpfung auf realen Annahmen beruht, wo die genauen Bedürfnisse der Arbeitswelt liegen, und wie die Öffentlichkeit mit den neuen Ansprüchen umzugehen hat. Um Anhaltspunkte für mögliche Antworten zu bekommen, lud der Zentralvorstand der Neuen Helvetischen Gesellschaft-Treffpunkt Schweiz am vergangenen 27. Oktober 2009 zwei Referenten zu einer öffentlichen Veranstaltung an die Sprachgrenze ein: François Grin (Prof. an der Universität Genf), als Vertreter der academia, und Elmar Mock (Direktor von Creaholic AG Biel), als Vertreter der unternehmerischen Praxis, reflektierten an der zweisprachigen Universität Freiburg über das Thema „Arbeitswelt und Mehrsprachigkeit“.

Im Rahmen des Anlasses verschmolzen die pragmatische Sicht des Unternehmers und die nüchterne Bewertung des Sprachökonom zu einem interessanten Gesamtbild, das sich in vielfacher Hinsicht mit der reichen Erfahrung der anwesenden Zuhörer deckte. In der Tat stellen Sprachkompetenzen nur ein einzelnes Element im Fähigkeitskatalog von Mitarbeiterinnen und Mitarbeitern dar. Wie Elmar Mock eingehend darlegte, sind sprachliche Kenntnisse und die Fähigkeit, mit Sprache spielerisch umzugehen, aber ein wichtiges Indiz für kreatives Potential. Dass Sprache(n) und Mehrsprachigkeit im Arbeitsalltag als Chance genutzt und nicht als Hindernisse interpretiert werden, bedinge einen unverkrampften Umgang mit sprachlichen Bedürfnissen und Ressourcen. Gerade der Sprachenunterricht orientiere sich jedoch vielerorts immer noch zuwenig an den Möglichkeiten und den Erfordernissen einer effektiven Kommunikation.

Dem hielt François Grin entgegen, dass die Abklärung des tatsächlichen wirtschaftlichen Nutzens von Sprachfertigkeiten bis vor kurzem noch einen weitgehend „blinden Fleck“ dargestellt habe. Zwar sei erwiesen, dass Sprachkompetenzen gerade in wirtschaftlich unsicheren Zeiten ein wichtiges Kriterium bei individuellen Personalentscheiden darstellen, sei es bei Neuanstellungen oder Entlassungen. Repräsentative Erhebungen der Fachhochschule Nordwestschweiz (2005) hätten ausserdem ergeben, dass eine Mehrheit der in der Schweiz tätigen Unternehmen regelmässig auf die Fremdsprachenkenntnisse ihrer Mitarbeitenden zurückgreife. Dabei stünden jedoch nicht wie erwartet Englischkompetenzen im Vordergrund, sondern nach wie vor die Verständigungsfähigkeit in den Landessprachen. Eine von Grin vor zehn Jahren publizierte Studie (Projekt CLES 1999) vermochte aufzuzeigen, dass Kenntnisse der zweiten Nationalsprache auf dem Arbeitsmarkt in der Deutschschweiz und in der Suisse romande mit jeweils 14 Prozent Einkommenszuwachs honoriert werden (bei den Englischkenntnissen weichen die Zahlen der beiden Landesteile stärker voneinander ab).

Damit ist jedoch die Frage nicht geklärt, welchen volkswirtschaftlichen Nutzen der Schweiz aus der individuellen und gemeinschaftlichen Mehrsprachigkeit ihrer Arbeitnehmerschaft erwächst. Ein soeben abgeschlossenes Forschungsprojekts liefert zwar einige hochinteressante Aussagen, kann jedoch die Fragestellung auch nur annähernd und über den Umweg theoretischer Herleitungen beantworten. Insbesondere musste dazu die hypothetische Annahme formuliert werden, dass alle Arbeitnehmer bestimmter Sektoren von heute auf morgen ihre Zweit- und Drittsprachenkenntnisse verloren hätten. Was

wären die Konsequenzen einer derartigen „kollektiven Sprachamnesie“ auf die effektive Wertschöpfung? Anhand der Verknüpfung unterschiedlicher Datensätze und komplexer statistischer Berechnungen vermochte eine Arbeitsgruppe um François Grin im Rahmen des Nationalen Forschungsprogramms Nr. 56 (Projekt LEAP) folgenden Schluss zu ziehen: Der plötzliche Verlust sämtlicher Fremdsprachenkenntnisse würde in der Schweiz zu einem Rückgang des Bruttoinlandprodukts um mindestens zehn Prozent führen.

Die Abnahme wäre jedoch nicht in allen Branchen gleich markant. Einen besonders hohen Anteil an der Wertschöpfung haben Sprachkompetenzen in den Unternehmensdienstleistungen und in der Informatik (zwischen 20 und 25 Prozent, gemäss Grins Approximationen). Ebenfalls hoch ist die ökonomische Bedeutung von sprachlichen Fertigkeiten in Unternehmen der Maschinenindustrie, in der Chemie und im Verkehrswesen (15 bis 20 Prozent). In der Finanz- und in der Baubranche erreichen die Werte 10 bis 15 Prozent – wenn auch aus unterschiedlichen Gründen und hinsichtlich anderer Sprachen (Landessprachen und Englisch im Finanzbereich, Sprachen der Immigration im Bauwesen). Deutlich am geringsten wäre der volkswirtschaftliche Einfluss fehlender Sprachkompetenzen in der öffentlichen Verwaltung und im Handel, die beide stark auf den Binnenmarkt und die jeweiligen Sprachregionen ausgerichtet sind (weniger als 5 Prozent Wertschöpfungsanteil).

Auch wenn es sich bei diesen Resultaten um approximative Zahlen handelt, wird doch ersichtlich, dass die Schweiz (wie jede global vernetzte Volkswirtschaft) in hohem Mass von der Mehrsprachigkeit profitiert und von den sprachlichen Fertigkeiten der Bevölkerung abhängig ist. Die Förderung von möglichst frühem Sprachenunterricht, die Einführung zweisprachiger Klassen und die ständige Verbesserung der didaktischen Methoden lohnen sich darum allemal – auch wenn sich der Nutzen von Sprachkompetenzen nicht auf den individuellen Einkommenszuwachs und die gesamtwirtschaftliche Wertschöpfung reduzieren lässt. Wie der Direktor der Hochschule für Wirtschaft Freiburg, Dr. Lucien Wuillemin, in der ans Podium anschliessenden Diskussion treffend anmerkte, ermöglichen gute Sprachkenntnisse den Arbeitnehmern nicht nur grössere Mobilität, sondern sie erlauben ihnen auch, innerhalb der Arbeitswelt interessantere Tätigkeiten zu übernehmen. Vom ausserhalb der beruflichen Aktivität erzielten kulturellen und sozialen Gewinn der Mehrsprachigkeit ganz zu schweigen...

Bernhard Altermatt

WERTEWANDEL NACH DER KRISE?

Vortrag Annemarie Pieper vom 27. Oktober 2009 / Neue Helvetische Gesellschaft, Gruppe Basel

Wenn wir einen Wertewandel herbeiwünschen, stellt sich die Frage, ob es neue Werte sind, die unser Verhalten in Zukunft leiten sollen, oder ob wir auf alte Werte zurückgreifen können, die sich in unserer abendländischen Kultur als kollektive Orientierungsmuster bewährt haben. Wenn es sich um neue Werte handelt, besteht die Gefahr, dass es zuviel Zeit braucht, bis sie auf allgemeine Akzeptanz stossen. Handelt es sich hingegen um alte Werte, wächst das Risiko, dass sich die Krise wiederholt. Es scheint, als ob weder die Berufung auf alte Werte noch die Einübung in neue Werte eine Finanz- und Wirtschaftskrise wie die gegenwärtige in Zukunft verhindern kann.

Resignation ist jedoch verfehlt, denn das Problem liegt nicht in der Unzulänglichkeit von Werten, sondern in unserem Umgang mit Werten: welche Art von Werten wir bevorzugen und welche wir hintanstellen. Um dies zu erläutern, stelle ich Ihnen eine Übersicht über die Werte vor, die in demokratisch verfassten Gesellschaften als verbindliche Massstäbe des Handelns allgemein anerkannt sind. Auf dem Ihnen vorliegenden Blatt sehen Sie drei Gruppen von Werten aufgelistet, darunter teils althergebrachte wie der Wert der Gerechtigkeit, teils solche, die aus der Zeit der Aufklärung stammen wie der Wert der Freiheit, teils solche die jüngsten Datums sind wie die ökologischen Werte.

Ich unterscheide drei Gruppen von Werten: zuoberst die **ethischen Werte**, das sind die demokratischen Grundwerte Freiheit, Gleichheit und Gerechtigkeit, die im Begriff Menschenwürde verankert sind. Das Wort *Würde* ist sprachgeschichtlich verwandt mit dem Wort *Wert*. Mit Menschenwürde meinen wir demnach den Wert, den wir jedem menschlichen Wesen unangesehen seines Geschlechts, seiner Rasse und seiner individuellen Besonderheiten diskussionslos zugestehen, indem wir ihm das Recht auf freie Selbstbestimmung einräumen.

Die mittlere Gruppe von Werten umfasst die im Verlauf der kulturellen Evolution entstandenen **moralischen Werte**, die für alle Mitglieder der Handlungsgemeinschaft ein gutes Leben ermöglichen sollen. Die Individualwerte sichern das Recht auf persönliche Selbstentfaltung, die Sozialwerte sichern das einvernehmliche Miteinanderumgehen der Individuen, und die ökologischen Werte sichern nicht nur die Lebensqualität der menschlichen Individuen durch einen pfleglichen Umgang mit der Umwelt, sondern gestehen auch nicht menschlichen Lebewesen einen Quasi-Subjektstatus und damit Würde zu.

Die unterste Gruppe von Werten umfasst die **ökonomischen Werte**. Freie Marktwirtschaft und Vertragsfreiheit beruhen auf dem Recht, durch Arbeit und Handel materielle Werte zu erwirtschaften und Güterwerte für den Eigenbesitz zu erwerben.

Die Gretchenfrage in Bezug auf dieses Wertesystem betrifft die Prioritätenordnung dieser drei Wertgruppen. Unter normativem Gesichtspunkt — das heisst: aus der Perspektive der praktischen Vernunft — ist die Graphik von oben nach unten zu lesen. Die ethisch-demokratischen Grundwerte sind die Legitimationsbasis sowohl für die moralischen wie für die ökonomischen Werte. Ohne die im Begriff der Menschenwürde zusammengefassten Werte Freiheit, Gleichheit und Gerechtigkeit verlieren die moralischen Werte und die ökonomischen Werte ihren Wertcharakter. Streicht man also die oberste Wertgruppe, macht sich auf der Ebene der Moral ein individueller und nationaler Egoismus breit, der auf der Ebene der Ökonomie ein ungezügeltetes Profitstreben zur Folge hat.

Die Krise, in der wir uns befinden, ist meines Erachtens das Resultat einer Umkehrung der Rangordnung. Die ökonomischen Werte wurden als die wesentlichen, global verbindlichen Werte propagiert, während die beiden übrigen Wertgruppen als Überbauphänomene abgetan wurden — als ein idealistischer Luxus, den man gern weltfremden Gutmenschen überlässt. Heute dominiert ein extremer Materialismus unsere Wertvorstellungen. Wir kennen nur noch einen Grundwert: den des Profits. Der Wertbegriff wird primär auf eine grenzenlose Kapitalvermehrung bezogen und hat damit sein moralisches und sein ethisch-demokratisches Profil verloren. Wo die Rede von Wertakkumulierung und Wertsteigerung im Vordergrund steht, wird nur das als wertvoll erachtet, was zur Gewinnmaximierung beiträgt.

Die Krise gibt uns Gelegenheit, über eine Resozialisierung des entfesselten *homo oeconomicus* in uns allen nachzudenken. Es gilt den Massstab in Erinnerung zu rufen, der unseren Wertschätzungen zugrunde liegen sollte. Der Vorrang des quantifizierenden Wertbewusstseins, das sich dem goldenen Kalb grenzenlosen Nutzenwachstums verschrieben hat, muss durch ein erneuertes qualitatives Wertbewusstsein gebrochen werden, das wieder den Wert der Menschenwürde als Basiswert unseres Handelns anerkennt, anstatt den Fetisch der Globalisierung anzubeten. Menschenwürde fordert, Ernst zu machen mit den in jahrhundertelangen Kämpfen

errungenen ethisch-demokratischen Grundwerten, die nicht nur je meine Freiheit, Gleichheit und Gerechtigkeit legitimieren, sondern auch kollektive Verbindlichkeit beanspruchen.

Die Verabsolutierung der ökonomischen Werte hat dazu geführt, dass moralische Werte und ethische Grundwerte, welche die Bedingungen sind, aus denen ein freier Markt seine Berechtigung ableitet, ausgehebelt und aus dem öffentlichen in den privaten Raum abgedrängt wurden. Es geht also um eine Wiederherstellung der Prioritätenordnung unter den Wertgruppen. Dabei ist jedoch folgendes zu beachten: Man darf nicht die eine Wertideologie durch eine andere ersetzen. Eine Korrektur der Diktatur der ökonomischen Werte kann also weder durch eine Diktatur der ethisch-demokratischen noch durch eine Diktatur der moralischen Werte in die Schranken gewiesen werden, weil dies wiederum eine unzulässige Verkürzung und Beschneidung des Wertespektrums bedeutet, die der Vielfalt der Werte Gewalt antun. Die *Verabsolutierung ethisch-demokratischer Grundwerte* führt in den Fundamentalismus, der kulturelle Unterschiede, wie sie sich in einer Vielzahl regionaler Moralen niedergeschlagen haben, ignoriert und ökonomische Werte verächtlich macht. Gemäss der Maxime des Fanatikers *fiat iustitia, pereat mundus* (Gerechtigkeit muss sein, und sollte dabei die Welt zugrunde gehen) bekämpft der Fundamentalist als ethisch verbohrt Ideologe rücksichtslos jeden Andersdenkenden.

Die *Verabsolutierung moralischer Werte* hat einen rigorosen Moralismus zur Folge, der sich um allgemein verbindliche, ethisch-demokratische Prinzipien nicht schert, die oberste Wertgruppe also ausblendet, um die eigenen kulturellen Errungenschaften als allgemeinschliche Orientierungsformen ideologisch festzuschreiben. Die ökonomischen Werte werden dabei in den Dienst des Moralismus gestellt.

Fundamentalismus, Moralismus und Ökonomismus sind Ideologien, die sich der Verabsolutierung einer der drei Wertgruppen unter Ausschluss der beiden anderen verdanken und zu einer fehlgeleiteten Wertorientierung geführt haben. Den inneren Zusammenhang der voneinander isolierten Wertgruppen wiederherzustellen, ist das Gebot der Stunde. Doch fällt das Umdenken besonders denen schwer, die als Verursacher der Krise gelten. Liest oder hört man Interviews mit führenden Bankern und Wirtschaftsbossen, wird man den Eindruck nicht los, dass sie die Wörter *Moral* und *Ethik*, wenn überhaupt, nur zähneknirschend in den Mund nehmen, als handle es um obszöne Ausdrücke. Zwar können auch sie das Fehlverhalten, das weltweit zu einem finanziellen und wirtschaftlichen Crash

geführt hat, nicht beschönigen, aber die Art und Weise, wie sie sich winden, Fehler einzugestehen, und die Schuld an andere delegieren, verheisst nichts Gutes für die Zukunft. Der Crash wird als eine Art Betriebsunfall eingestuft, der als solcher nicht zu einer Änderung der Wertprioritäten nötigt, sondern nur ein Überdenken des Risikoverhaltens erforderlich macht. Der ständige Vorwurf vonseiten der Managementkader an die als moralinsauer diffamierten Kritiker des Ökonomismus, sie seien bloss Neider und Zukurzgekommene, bagatellisiert die Tatsache, dass sich darunter all die Geschädigten befinden, die nicht nur finanzielle Verluste zu verkraften haben, sondern auch noch für die Folgekosten des von den Global Players angerichteten Desasters aufkommen müssen.

Die in Wirtschaftskreisen nach wie vor dominante ökonomistische Mentalität ist ruinös, zeigt sie doch, dass man aus der Krise nichts gelernt hat und weitermachen möchte wie bisher. Die Forderung einer morallosen und ethikfreien Zone für den Finanz- und Wirtschaftsbereich ist aus der Sicht rational denkender Menschen völlig absurd. Dass die unsichtbare Hand Gottes jederzeit für ein Gleichgewicht der Kräfte in der Ökonomie sorgt, ist ein Ammenmärchen. Und der Glaube an die Selbstregulierungskraft der Märkte ist geradezu irrational. Auf Ethik und Moral könnte allenfalls ein Robinson, der allein auf seiner Insel lebt, verzichten, weil er niemandem ausser sich selbst Schaden zufügen kann. Doch sobald mehrere Menschen gewaltfrei miteinander kooperieren wollen, müssen Regeln vereinbart und respektiert werden, wie die Freiheit des Einzelnen mit der Freiheit der anderen verträglich gemacht werden kann — um der grösstmöglichen Freiheit aller willen. Dies gilt nicht nur für den privaten Sektor, sondern auch für die berufliche Tätigkeit.

Wir sprechen von einer Berufsmoral, einem Standesethos, einer Handwerkerlehre — lauter Hinweise darauf, dass es im jeweiligen Tätigkeitsbereich Verantwortlichkeiten gibt, die im Pflichtenheft festgeschrieben sind. Verstösse dagegen werden geahndet: Pusch am Bau ist ebenso strafrelevant wie Pusch am Patienten. Ein Umfeld, in welchem Menschen durch das Handeln anderer betroffen sind, kennt keine moralfreie Zone. Warum sollte ausgerechnet das Finanz- und Wirtschaftswesen, von dem so viele Menschen weltweit abhängen, davon ausgenommen sein? Hier ist vielmehr erst recht persönliche Verantwortung gefordert. Und Verantwortung heisst: Rechenschaft über sein Tun ablegen gegenüber den Betroffenen, ihnen Red' und Antwort stehen — nach bestem Wissen und Gewissen.

Wer also die Werte der obersten und der mittleren Wertgruppe als irrelevant für sein Metier erklärt, erwirbt sich damit keineswegs einen Freibrief für Unternehmungen auf einer von ethischen und moralischen Werten gereinigten Spielwiese, sondern schert aus dem kollektiven Verbund mit den Mitgliedern der Gesellschaft aus. Dabei vergisst er, dass die Freiheit der Märkte sich einem demokratischen Konsens verdankt, dem zufolge die Generierung ökonomischer Werte an die Anerkennung der ethischen Grundwerte Freiheit, Gleichheit und Gerechtigkeit gebunden ist und darüber hinaus auch mit den moralischen Werten in Einklang stehen muss. Wer dies nicht einsieht, handelt in einem strikten Sinn antidemokratisch, antiethisch und antimoralisch — mit einem Wort: verantwortungslos. Damit zerstört er die Grundlage der sozialen Gemeinschaft, auf welcher er als freier Bürger selber steht.

Was kann man tun, um zukünftige Krisen zu verhindern? Hierzu kann ich abschliessend nur ein paar Anregungen geben. (1) Einen Mentalitätswandel bei denjenigen herbeizuführen, die den Crash mitzuverantworten haben, halte ich für aussichtslos. Wir können jedoch lauthals protestieren, wenn wieder die Köder hoher Boni ausgeworfen werden, um die angeblich Besten zu halten. Sie gehören doch zu den Unbelehrbaren, die sich schon einmal ihrer Verantwortung entzogen haben und es wieder tun werden, nur

diesmal noch vorsichtiger und geschickter, um nur ja keine persönlichen Konsequenzen ziehen zu müssen. Versuchen wir es doch mit neuen, unverbrauchten Leuten, die in Theorie und Praxis nicht bereits jenen durch ökonomistische Dogmen und Ideologien eingeeengten Tunnelblick erworben haben, der ethisch-demokratische und moralische Werte ausblendet. Vielleicht erweisen sie sich ja in der jetzigen Situation als die besseren Krisenmanager.

Alle übrigen Strategien und Gegenmassnahmen sind langfristig. (2) Sie fangen bei der Kindererziehung an, die — unterstützt durch Ethikunterricht an den Schulen — verstärkt auf die Ausbildung von Sozialkompetenz achtet. (3) In das Studium der Wirtschaftswissenschaften sollten vermehrt Module eingebaut werden, welche die Ethikkompetenz der Studierenden fördern, indem sie ihnen den Sinn des gesamten Wertespektrums vermitteln und eine selbstkritische Einstellung ermöglichen. (4) Nicht zuletzt sollten wir uns alle an der eigenen Nase fassen und unser Verhalten selbstkritisch überprüfen. Denn die Gier, die wir den Verursachern der Krise ständig vorhalten, steckt bis zu einem gewissen Grad auch in den meisten von uns, insofern wir mehr wollen, als wir wirklich brauchen.

Annemarie Pieper

Projektskizze für einen Tagungszyklus mit öffentlichen Anlässen zum Thema „Sprachen, Bilder und Denken zwischen global und lokal“, 2010 – 2013

Ein Projekt des Denklabor Villa Garbald in Zusammenarbeit dem Collegium Helveticum der UZH und ETH Zürich, der Fondazione Garbald, dem Centro di dialettologia e di etnografia del canton Ticino, der Pro Grigioni Italiano, und dem Seminar für Allgemeine und Vergleichende Literaturwissenschaft der Universität Zürich

Allgemeine Beschreibung des Projekts

Die Entwicklungen der Weltwirtschaft, der Technik sowie der Wissenschaften führen zu einem immer intensiveren Kontakt zwischen den Kulturen und Nationen und stellen diese vor Sprachen-Probleme. Wie und in welcher Sprache soll die interkulturelle Kommunikation stattfinden? Wie vermag sie einerseits universell zu sein, so dass jedermann an ihr teilnehmen kann, und wie kann sie andererseits den Besonderheiten der einzelnen lokalen Sprachen und Kulturen gerecht werden? Das Englisch als „lingua franca“ bietet sich an, schafft aber zugleich neue sprach- und kulturpolitische Probleme in historisch gewachsenen Sprachräumen, wie z.B. in Europa oder der Schweiz; aber auch im arabischen Raum und in Asien.

Die Folgen dieser globalen Entwicklung sind unter anderem die weltweite Ausbildung einer medialen Diglossie, die aus der jeweiligen Volkssprache plus Englisch besteht. Sie birgt grundsätzlich zwei Gefahren in sich: Einerseits bedeutet sie einen Prestigeverlust der nationalen Standardsprachen. Ganze Bereiche des Wissens, der Technik und der Ökonomie werden nicht mehr in ihnen thematisiert und entwickelt. Es fehlt schlechterdings das Vokabular dazu. Alte Kultursprachen wie das Deutsche, Französische und Italienische drohen zu Dialekten zu verkommen. Andererseits lässt diese Entwicklung das Englische selbst nicht unberührt. Wird es weltweit vor allem von Nicht-Muttersprachigen als tool verwendet, so erleidet es das Schicksal aller Werk-

zeuge: Es wird abgenützt, abgeschliffen und unaufhaltsam deformiert.

Solche Fragen stellten sich auch in den global vernetzten Wissenschaften, wo sich das Englisch immer mehr durchsetzt auf Kosten anderer Wissenschaftssprachen. Sind Sprachen nur Kommunikationsmittel? Wie steht es mit der Beziehung von Sprachen und Denken? Gibt es ein mehrsprachiges Denken und könnte dieses auch für die Wissenschaften von grossem Nutzen sein? Laufen die Wissenschaften Gefahr durch die Privilegierung einer einzigen Sprache in ihrem Denken zu verarmen? Wie steht es um die denkerische Präzision, welche die alleinige Konzentration auf das Englisch auch Anderssprachigen zu vermitteln vermag?

Diese Fragen sollen in Ruhe an einem Tagungszyklus verteilt über 3-4 Jahre bedacht werden. Das „Denklabor Garbald“ im Bergell ist der geeignete Ort für eine solche Reflexion.

Erste Tagung „Lingue al limite“ im „Denklabor Villa Garbald“ vom 2.-5. Juni 2010.

In der oben beschriebenen aktuellen Situation stellen sich neue Fragen bezüglich des Verhältnisses von Hochsprache und Dialekt sowie bezüglich der Mehrsprachigkeit einer Region, eines ganzen Landes oder eines ganzen Kontinents. Es kann sein, dass in einer Region aus bestimmten historischen, politischen und soziokulturellen Gründen mehrere Hochsprachen, Dialekte und Soziolekte gleichzeitig gesprochen werden. Wie verstehen die Bewohner einer solchen Region ihre eigene sprachliche und kulturelle Identität? Wie erleben sie ihre Situation als dialektale Minderheit?

Das Bergell kann als Modellfall und als Ausgangspunkt dienen, um diesen Fragen nachzugehen. Zwischen dem Italienischen, dem Deutschen, dem Rätoromanischen und dem Bergeller Dialekt hat sich dort eine komplexe Form von gelebter Mehrsprachigkeit ausgebildet, in welcher sich konkrete Fragen stellen zum Gebrauch dieser Sprachen im öffentlichen und privaten Leben. Von linguistischer Seite her fand 2007 bereits eine Tagung zum Thema „L'italiano nei

Grigioni trilingue: quale futuro?“ im Bergell statt (siehe Publikation der Akten in: Quaderni grigionitaliani 3/2008). Ebenso kann auf folgende Publikation verwiesen werden: „Das Funktionieren der Mehrsprachigkeit in Graubünden“, Basel 2008.

An der Tagung „Lingue al limite“ soll von dieser komplexen Situation im Bergell ausgegangen werden, um aber auch grundlegende Fragen aufzuwerfen zur Zukunft der Sprachen der Schweiz und Europas, die sich einerseits anschicken, immer einförmiger zu werden und die andererseits, durch das Zusammentreffen der verschiedenen Kulturen und Sprachen, auch immer komplexer werden. Wie es einem „Denklabor“ gebührt, sollte Neues, bisher noch Ungedachtes, angedacht und formuliert werden können. Um diesen Prozess zu fördern, ist eine Begegnung zwischen Sprachphilosophen, Linguisten, Sprachpolitikern, Literaturwissenschaftlern, Künstlern und Schriftstellern vorgesehen.

Diese erste Tagung eröffnet eine Reihe von weiteren Veranstaltungen im „Denklabor Garbald“, die mehr der Kluft zwischen den Geistes- und Sozialwissenschaften sowie den Naturwissenschaften gewidmet sind. Diese Kluft soll von der grundlegenden Beziehung von Denken, Bild und Sprache her angegangen werden, die sich in den beiden Wissenschaftskulturen verschieden ausbildet.

Verantwortliche für die Tagung:

- Prof. Dr. *Marco Baschera* vom Beirat „Garbald“ (Titularprofessor für französische, allgemeine und vergleichende Literaturwissenschaft an der Universität Zürich; unter anderem Autor von „Mehrsprachiges Denken — Penser en langues — Thinking in languages“, Figuretionen 10, Böhlau Verlag, Köln, 2009).
- Dr. *Mario Frasa*: Moderator und wissenschaftlicher Experte vom Centro di dialettologia e di etnografia in Bellinzona

Marco Baschera und Mario Frasa

Tessiner Befindlichkeiten

Vortrag von Marco Solari vom 22. Oktober 2009 im Hotel Wartmann, Winterthur

Geschichte

In seinem in lockerer Rede gehaltenen Referat brachte Marco Solari, Präsident des Ente Ticinese per il Turismo und Präsident des Internationalen Filmfestivals von Locarno, den rund 30 begeisterten Zuhörern Geschichte, Probleme und Zukunftsaussichten des Tessins näher.

Als um 1250 herum dank den Techniken der Walser mit dem „Stiebenden Steg“ die Schöllenschlucht erstmals überwunden werden konnte, bedeutete dies für die Talschaften im Süden des Gotthards eine enorme Öffnung nach Norden. Dies hiess nicht nur Waren-, sondern auch Gedankenaustausch über das Gebirge hinweg.

Auf beiden Seiten des Gotthards galten die gleichen politischen Wertvorstellungen.

Als Verbindung im Zentrum Europas erlangte der Gotthard sogleich grosse Bedeutung, und auf beiden Seiten gab es deshalb Bestrebungen, den Pass zu kontrollieren: vom Norden her durch die Eidgenossen, vom Süden her durch die Mailänder Herzogsfamilien Visconti und Sforza. Die Eidgenossen obsiegten und wurden ab dem 15. Jahrhundert zu Verwaltern der „Ennetbirgischen Vogteyen“.

Dabei wurde diese rund 300 Jahre dauernde „Kolonialherrschaft“ im Tessin – den Namen gab ihm allerdings erst Napoleon – unter den eidgenössischen Landvögten keineswegs als Knechtschaft empfunden. Den Tessiner Talschaften ging es nämlich zunächst gut, besser jedenfalls als der benachbarten Lombardei, wo Pest und Hungersnöte herrschten.

Erst mit dem 18. Jahrhundert kamen auch für das Tessin schlimme wirtschaftliche Verhältnisse; es herrschte drückende Armut bis weit ins 19. Jahrhundert hinein. Im abgelegenen Bavenatal lebten die Menschen in Höhlen, und der Berner Adlige Karl Viktor von Bonstetten, Oberaufseher der Tessiner Landvogteien, schrieb 1795 nach seiner Rückkehr aus dem Tessin, er habe Hütten angetroffen, in denen nicht einmal Deutschschweizer Sauen leben würden.

Es war Napoleon, der die Tessiner von den Landvögten befreite und ihnen die Wahl liess, sich der von ihm gegründeten Cisalpinischen Republik (Mailand) anzuschliessen oder der Eidgenossenschaft beizutreten. Sie wählten letzteres unter der Losung „liberi et Svizzeri“.

Auf kleinem Raum hat das Tessin immer wieder grosse Künstler hervorgebracht, die ihr Glück in der Ferne suchen mussten. Bedeutende Architekten wie Domenico Andrea Trezzini und Domenico Gilardi bauten in St. Petersburg und Moskau, Francesco Borromini erstellte viele Barockkirchen in Rom; und auch heute noch ist das Tessin Wiege berühmter Architekten wie Mario Botta und Aurelio Galfetti. Die künstlerische Emigration spielte im Tessin eine grosse Rolle und auf sie ist es auch sehr stolz.

Im 19. Jahrhundert wurde die Bewegung des Risorgimento zur Befreiung und Vereinigung Italiens vom Tessin stark unterstützt: Tessiner kämpften Seite an Seite mit den Aufständischen gegen die österreichischen Truppen, und im Tessin bekam eine friedliche „Waffe“, nämlich das gedruckte Wort, grosses Gewicht: Zeitungen, Bücher, Druckereien, in denen Pamphlete aufbereitet wurden. Als dann 1860 das Königreich Italien ausgerufen wurde, schloss sein ers-

ter Ministerpräsident, Camillo Cavour, die Grenze zum Tessin, das zumindest während der Wintermonate, als der Gotthard nicht überquerbar war, wirtschaftlich auf seinen südlichen Nachbarn angewiesen war. Diese Undankbarkeit hinterliess Narben im Verhältnis des Tessins zu Italien.

In späteren Jahren nahm das Tessin immer wieder Flüchtlinge aus Italien auf: Anarchisten und Sozialisten in den 1880er Jahren, Intellektuelle in der faschistischen Zeit. Praktisch jede Familie nahm einen Immigranten auf.

„Das Tessin ist ein Kind seiner Geschichte“ – so hatte Marco Solari das Referat eingeleitet. Aus seiner Geschichte lässt sich erklären, weshalb das Tessin zu Frankreich ein besseres Verhältnis unterhält als zu Italien: Napoleon befreite es von den Landvögten; Cavour schnitt es von den wirtschaftlichen Quellen der Lombardei ab. Es lässt sich erklären, weshalb das Tessin bis vor Kurzem keine Universität hatte: Die Landvögte liessen kaum Schulen zu. Es lässt sich erklären, weshalb im Tessin das Matriarchat herrscht: Eine grosse Zahl von Emigranten verliess die Heimat: Architekten, Bahnarbeiter am Gotthard und viele andere, die mangels Verdienstmöglichkeiten im Tessin ihr Einkommen im Ausland suchen mussten; die Frauen blieben zurück, sorgten für die Familie und bekamen in dieser eine starke Stellung. Es lässt sich erklären, weshalb das Tessin übermediatisiert ist: Das Druckgewerbe hat seit der Zeit des Risorgimento grosse Bedeutung. Es lässt sich erklären, weshalb sich das Tessin in EU-Fragen, z.B. bei der Personenfreizügigkeit, ablehnend verhält: Vor seinen Toren stehen zehn Millionen, die Einlass in die Schweiz begehren, viel mehr, als vor jedem anderen Grenzkanon.

Gegenwart und Zukunft

Der Tourismus wird gefördert; auch der Gotthardtunnel, der sich nach vielen Kämpfen gegen andere Projekte durchsetzte, trug viel dazu bei. Allerdings hat das Tessin dafür einen hohen kulturellen Preis bezahlt, denn es wurde immer wieder mit Erwartungshaltungen und Nostalgien konfrontiert, die es eigentlich nicht erfüllen kann. Das Tessin ist ein Bergvolk, es hatte nur eine Folklore: die Religion. Arkadien, dolce far niente, ewig fröhliche Menschen, Ferienstimmung, keine Konventionen, sexuelle Freiheit des Monte Verità: Das alles sind Vorstellungen, die ihm von den Nordländern aufgepfropft wurden. Das Tessin wurde kulturell vergewaltigt und konnte sich dagegen nicht wehren.

Ausser dem Tourismus und dem Tabak findet sich im Tessin kaum Industrie, dafür aber viele Regiebetriebe: Post, Bahn, Militär, Zoll. Auch daraus erwachsen Probleme: In einem solch

armen Land war der Schmuggel nichts Aussergewöhnliches, sondern etwas Normales. Wenn ein Bruder Schmuggler ist und der andere Zöllner, entstehen Dramen. - Nach dem Krieg zogen sich die Regiebetriebe langsam zurück, und die Privatisierung schreitet voran. Eine Arbeitsstelle nach der anderen verschwindet. Als SBB-Cargo im März 2008 250 Plätze strich, gab es eine Explosion. Alle waren solidarisch und kamen auf die Piazza, selbst der Bischof von Lugano.

Das Tessin ist in einer sehr prekären Situation. Jetzt wird auch noch das Bankgeheimnis abgeschafft. Der Tessiner Finanzplatz lebte aber von den Banken.

Wie geht es weiter mit dem Tessin? Das Tessin ist dreigeteilt: Dem lombardischen Tessin mit Lugano, Mendrisio geht es gut. Das piemontesi-

sche Tessin mit Locarno und dem Lago Maggiore nutzt die Chance, das bedeutende internationale Filmfestival zu beherbergen; es muss ganz auf Kultur und Tourismus setzen. Ganz anders indessen das alpine Tessin: Es leidet und ist verwairst, wie man z.B. an den Häusern in der oberen Leventina sehen kann. Hier gibt es fast keine Hoffnung mehr, nur Resignation. Diesem Berggebiet, genau wie dem Goms und der Surselva, muss man Hoffnung auf die Zukunft schenken. 2017 wird mit der Eröffnung der Alpentransversalen mit ihrem 57 km langen Tunnel Nordeuropa mit dem Mittelmeer verbunden. Dies soll mit einer Expo 2018 gefeiert werden. Sie wird eine europäische, eine nationale und eine regional-politische Dimension in sich tragen!

Claudia Forster

LE SECRET BANCAIRE SUISSE EST-IL CLINIQUEMENT MORT ?

C'est la question qu'ont pu légitimement se poser les participants aux différents débats organisés cette année par le groupe Vaud de Rencontres Suisses Nouvelle Société Helvétique sur le thème général de l'avenir du secret bancaire suisse.

Les conclusions qu'ont tirés les différents orateurs qui se sont succédés durant les cinq conférences du cycle organisé par le groupe Vaud de notre association en 2009 appellent même à une réponse affirmative à cette question un brin provocatrice et aux conséquences encore difficilement mesurables pour notre pays et son économie.

Mais rappelons en premier lieu les différentes conférences de ce cycle qui a remporté un large succès parmi nos membres et bien au-delà. La première conférence a permis au Professeur Youssef Cassis de l'Université de Genève de présenter l'évolution historique de la place financière suisse, plus particulièrement celle de Genève. Puis, collant à l'actualité la plus brûlante, MM. Claude-Alain Margelisch, vice-président du comité exécutif de l'Association suisse des banquiers et Jean-Baptiste Zufferey, membre du conseil d'administration de la FINMA et professeur à l'université de Fribourg, ont présenté les raisons et la portée de l'accord Suisse-Etats-Unis relatif à l'affaire UBS. M. Michel Dérobert, secrétaire général de l'Association des banquiers privés suisses, a, pour sa part, présenté en septembre 2009, sa vision et celle de son association sur l'avenir du secret bancaire. En octobre, Me Yves Burnand, ancien Bâtonnier de l'Ordre des avocats vaudois et ancien président du groupe Vaud de la NSH, a défini les contours des différents secrets professionnels, remplaçant le secret bancaire parmi les autres secrets professionnels protégés par le droit suisse. Enfin, le 23

novembre dernier, ce cycle de conférences s'est terminé par un débat contradictoire entre, d'une part, M. Bernard Bertossa, ancien procureur général du canton de Genève et ancien juge pénal fédéral, et M. Adrian Künzi, associé de la Banque privée suisse Wegelin & Co.

Le présent article a pour but de souligner les éléments essentiels de ces différentes contributions. Les lignes qui vont suivre ne représentent cependant que l'opinion de leur auteur et non celle des différents orateurs susmentionnés.

Le constat est amer : L'ensemble des orateurs se sont en effet plu à souligner l'extrême fragilité actuelle voir même la fin du secret bancaire suisse. Ce constat repose en premier lieu sur le fait que, sur le plan historique, l'institution du secret bancaire est une notion relativement récente trouvant ses origines entre les deux guerres mondiales. Sur le plan juridique, le secret bancaire n'est finalement consacré que par la loi fédérale sur les banques et est grandement relativisé par une importante variété de dispositions contenues dans une multitude de traités internationaux conclus par la Suisse avec l'étranger et réglant l'échange d'informations en matière d'entraide pénale ou administrative, de blanchiment d'argent ou de double imposition. Le secret bancaire s'est en outre érodé au fil des ans suite à l'évolution des mentalités ainsi qu'aux rapports de forces mondiaux. S'il avait pu profiter de la polarisation des antagonismes est-ouest lors de la guerre froide, il a été durement affecté

par le multilatéralisme des rapports économiques et politiques qui ont suivi la chute du mur de Berlin et la fin du communisme soviétique. Il est aujourd'hui l'enjeu d'une lutte planétaire ayant pour but la domination de la finance mondiale. Cette tendance s'est accélérée ces derniers mois avec la crise économique mondiale. Le secret bancaire suisse est ainsi aujourd'hui très largement entamé dans sa substance, si ce n'est pas lettre morte, notamment dans les relations entre la Suisse et certaines grandes puissances mondiales comme les Etats-Unis, la France ou encore l'Allemagne. Le seul pan encore intact reste celui de l'application du secret bancaire à l'intérieur de la Suisse, pour les relations juridiques internes à notre pays. Mais là aussi la menace s'organise.

Quelles sont les causes de ce démembrement ? A la lumière des différentes conférences susmentionnées, il faut y voir en premier lieu **l'accélération, la multilatéralisation et la mondialisation des échanges financiers internationaux**. Les profits qui peuvent être aujourd'hui réalisés sur les places financières mondiales sont colossaux, sans commune mesure avec ceux qui pouvaient être espérés il y a encore quelques années. Ces profits résident dans ce multilatéralisme et non dans un protectionnisme de la sphère financière individuelle, comme cela pouvait être le cas auparavant. Les acteurs financiers sont aujourd'hui de taille démesurée. Ils n'ont pas d'attache particulière à un territoire ou un ordre juridique donné. Ils recherchent le profit sur l'ensemble de la planète, sautant d'une juridiction à l'autre sans état d'âme et sans entrave. En second lieu, cette accélération et ce multilatéralisme ont entraîné une **prolifération des centres financiers** aboutissant à une concurrence effrénée, souvent faussée par le poids politique de la superpuissance les abritant. Ainsi, les centres financiers mondiaux ne se trouvent plus seulement dans la vieille Europe, aux Etats-Unis ou dans les pays sous leur domination politique directe, mais partout dans le monde, en Chine, en Extrême Orient, même en Inde ou dans le golfe persique. En troisième lieu, cette accélération, ce multilatéralisme, cette prolifération des acteurs financiers ont aboutit à **une dérégulation des échanges financiers internationaux** entraînant des crises financières de plus en plus profondes et de plus en plus rapprochées dans le temps, obligeant les Etats à s'engager de manière profonde pour soutenir à bout de bras ces enfants indisciplinés qui sont devenues les plus grandes banques de la planète et choisissant les « paradis fiscaux » comme boucs émissaires politiques pour faire accepter des mesures d'économie. Face à ces lames de fonds irréversibles, en quatrième et dernier lieu, **la Suisse a été prise par surprise**. Sans alliance politique avec l'étranger, elle n'a pas pu bénéfi-

cier de la protection d'une puissance tutélaire ; dans le même temps, elle n'a pu qu'assister impuissante à l'implication mortifère de ses grandes banques dans la spirale infernale de l'accélération, de la multilatéralisation et de la mondialisation des échanges financiers internationaux, préférant sacrifier le secret bancaire à une place au soleil sur les marchés financiers mondiaux, entraînant par là le naufrage du secret bancaire et ses corollaires les plus évidents : la conclusion précipitée et sous la contrainte des dernières conventions de double imposition, ainsi que le récent accord avec les Etats-Unis dans le dossier UBS.

A la lumière de cet inquiétant constat, comment cette situation peut-elle évoluer à l'avenir ? Selon les orateurs de ces conférences, il existerait pour la Suisse quatre grandes options à l'égard de son secret bancaire : (i) la lutte pour le maintien de la conception classique du secret bancaire : cette option est déjà perdue, selon nos orateurs. La distinction entre fraude et évasion fiscale est définitivement obsolète. Le secret bancaire n'existe plus depuis longtemps en matière pénale ; (ii) la retenue à la source par les banques suisses des profits réalisés dans notre pays par des contribuables étrangers : on pense ainsi au récent projet « Rubik » de l'Association suisse des banquiers. Selon nos orateurs, ce projet ou des projets similaires, ont en réalité peu de chance d'aboutir. Ils ne seront en effet vraisemblablement pas acceptés par les Etats étrangers, en particulier par certains membres influents de l'Union européenne ; (iii) l'échange de renseignements sur demande, sans différence entre la fraude et l'évasion fiscale, le secret bancaire étant ainsi levé en cas de soupçons fondés d'infractions, même d'infractions fiscales, commises hors de Suisse ; (iv) l'échange automatique d'informations : c'est le grand épouvantail, la fin définitive du secret bancaire suisse, le but ultime des autres acteurs financiers concurrents à la Suisse.

Comment éviter ce dernier scénario ? Pour nos orateurs, il faut tout d'abord que les autorités politiques et financières suisses agissent avec fermeté et subtilité. Elles doivent adopter une stratégie à long terme et non une hyperactivité à la seule menace de l'instant. Rien ne sert de protéger des institutions juridiques dépassées. Il faut au contraire monnayer certaines concessions contre l'octroi d'avantages mieux en phase avec l'évolution actuelle du multilatéralisme économique et financier mondial. Le respect de l'Etat de droit et la modernisation de la place financière devraient ainsi servir de fils rouges. En particulier, la Suisse ne devrait accepter l'échange d'informations qu'avec de véritables Etats de droit, sur une base de réciprocité et

même sur la condition d'une régulation multilatérale juridique réelle et non purement politique. Il faut ensuite que la Suisse sache se réinventer : les recettes qui ont fait le succès de sa place financière sont aujourd'hui largement obsolètes. Il faut renforcer la compétitivité de la place financière, par exemple en supprimant l'impôt sur le droit de timbre de négociation, peut-être en organisant une véritable amnistie fiscale ou en concluant des accords visant à la libre circulation des services financiers, cela par exemple dans le cadre des forums et organisations internationaux dont la Suisse fait partie.

Et notre association dans tout cela ? Elle a, à mon sens, un rôle non négligeable à jouer. Œuvrant en faveur de la cohésion nationale, elle ne doit pas perdre de vue que seule la prospérité économique de notre pays permet d'assurer cette cohésion. Or, la prospérité économique de notre pays est indissociable de la bonne santé de sa place financière. La disparition du secret bancaire risque toutefois de la blesser gravement. Pour maintenir son dynamisme, la place financière ne doit plus vivre sur ses acquis. Elle doit se réinventer. Elle doit s'ouvrir à une plus grande transparence et à une plus grande éthique. Elle doit améliorer son image, particulièrement à l'étranger. Elle doit sortir de l'impression de pa-

radis fiscal replié sur lui-même pour apparaître comme un centre bancaire et financier dynamique et ultra sophistiqué, riche de compétences et de services bancaires et financiers uniques au monde. Notre association peut œuvrer dans ce sens. Elle le peut en éclairant nos concitoyens sur la nécessité d'une ouverture au monde. Loin de penser que cette ouverture constitue la perte de notre place bancaire et financière, notre association doit montrer que cette ouverture incarne l'espoir du renouvellement. Des votations sont certainement à venir sur les traités de double-imposition conclus récemment par le Conseil fédéral. Dans le cadre des débats publics qui y auront trait, Rencontres Suisses Nouvelle société Helvétique doit être à la pointe de l'ouverture en refusant la démagogie facile d'un non populaire à ces conventions ou d'une inscription du secret bancaire dans la Constitution fédérale, pour recommander à notre pays de choisir l'offensive et le pragmatisme d'une négociation internationale fondée sur le respect de l'état de droit, tout en faisant valoir tout le poids économique qu'a notre pays sur la scène mondiale, du moins encore pour l'instant.

*Christophe Wilhelm
Président groupe Vaud RS-NSH*

JAHRBUCH / ANNUAIRE 2010 NHG/TS – RS /NSH WINTERTHUR

Etwa im März 2010 wird unter dem Patronat der Gruppe Winterthur wieder ein Jahrbuch erscheinen. Sein Generalthema wird „Die Schweiz zwischen Einheit und Zwiespalt“, bzw. „La Suisse entre union et désunion“ sein. Die Titel sind zur Zeit provisorisch. * = Autor noch nicht gesichert. – Les titres sont, pour l'instant, que provisoires. * = auteur indéterminé. – Änderungen sind möglich.

On se réserve des modifications.

1. Einendes und Trennendes

Was uns eint (G.-A. Chevallaz/Gottfried Keller/Adolf Muschg/Andreas Spillmann /Denis de Rougemont)

Ce qui nous unit, ce qui nous sépare (Joëlle Kuntz, historienne)

2. Der europäische Zankapfel der Schweizer

Ce qu'est l'Europe et ses répercussions sur la Suisse (André Reszler, a. prof. d'histoire des idées)

Warum die Schweizer der EU nicht beitreten wollen (Roberto Bernhard, a. Zentralvizepräsident NHG)

Gegenläufigkeit – eine Funktion der Schweiz (Hans Schoch, a. Zentralsekretär der Schweiz. Arbeitsgemeinschaft für Demokratie)

Neutralité, opportunité, faisabilité... quelques réflexions autour de „l'Opération Atalanta“ (Bénédict de Tschärner, a. Ambassadeur)

3. Risse im Rechtsstaat

Tentazioni dell'antiterrorismo (Dick Marty, Consigliere agli Stati, investigatore del Consiglio d'Europa)

Direkte Demokratie gegen Rechtsstaat (Claudia Schoch, Juristin, Inlandredaktorin NZZ)

4. Bewegungen im Gebietsgefüge

Die Gelüste nach territorialer Neugliederung der Schweiz (Roberto Bernhard, a. Zentralvizepräsident NHG)

Le Jura se tourne vers Bâle (Serge Jubin*, journaliste du „Temps“)

Was wird aus unserer Wasser- und Stromversorgung nach dem Abschmelzen der Gletscher? (Ein Glaziologe*)

5. Möglichkeiten der Kohäsionsverbesserung

Mehr Fernsehfenster auf die „andere Schweiz“ (Peter Meier, projektbearbeitender Assistent an der Universität Bern)

Meilleure connaissance de l'histoire – meilleure connaissance de soi-même (Hervé de Weck, historien)

Das Fanal von Bellinzona (Roberto Bernhard, a. Zentralvizepräsident)

6. Sprache als Mittel der Verständigung oder des Nichtverstehens

Deutschschweizer, Deutsche und das Deutsche (Charles Linsmayer, Literaturhistoriker)

Les classes bilingues de l'école de Bienne (Claudine Brohy, pédagogue spécialisée en bilinguisme)

Le dialecte alémanique, une langue internationale (Alfred Richli, initiateur du dictionnaire des dialectes schaffhousois)

7. Exempel der Selbstfindung

Il Ticino „sabaudo“ (Silvana Ghigonetto, storica dell'arte)

„Origen“, il teater nazional rumantsch (Giovanni Netzer, directur teater chasté Riom)

Redaktion/rédaction: Roberto Bernhard, Publizist, et une équipe de membres

Veranstaltungsreihe 2009/10 der NHG Ortsgruppe Bern zum Thema „Aufbruch“

Starke Gegensätze beherrschen die politischen Diskussionen in der Schweiz, wichtige Reformen sind blockiert. Schaffen wir in der Schweiz den Ausbruch oder gar einen Aufbruch? Aufbauend auf unserer letztjährigen Veranstaltungsreihe zum „Wertewandel“ haben wir auch für den kommenden Winter vier spannende Debatten vorbereitet. Es ist immer wieder beeindruckend, wie hervorragende Persönlichkeiten aus Bern und der Schweiz uns an grosse Themen heranführen. Wir starteten den Zyklus mit einem Abend über die umstrittene Aufgabensuche unserer **Landesverteidigung**. Der folgende Text ist die Zusammenfassung des Einführungsreferates.

Welche und wie viel Armee braucht die Schweiz?

Nicht erst seit der Wahl des neuen VBS-Chefs wird die Debatte über die Ausrichtung und Ausstattung der Armee mit neu aufgeflammter Intensität geführt. Seit dem Fall „der Mauer“ ist der Schweiz das langjährige Feindbild verloren gegangen. Zudem schaffen demografische Veränderungen und Sparrunden neue Grundlagen. Was gilt für die Zukunft, welche Aufgaben soll die Armee übernehmen, wer wagt eine Definition?

Einführungsreferat von Dr. Hans-Ulrich Ernst, ehemaliger langjähriger Generalsekretär des EMD:

„Die Schweiz hat keine Armee – sie ist eine Armee“

So stand es in der Botschaft des Bundesrates vom 25. Mai 1988 zur Armeeabschaffungs-Initiative. Für die einen war es in Beweis der fortschreitenden Militarisierung aller Lebensbereiche unter dem Siegel der Totalen Landesverteidigung. Für die andern war es eine Trumpfkarte im Dissuasionspoker. In den 80-er Jahren war der Konsens zur Landesverteidigung in der Schweiz längst zerbrochen. Der Widerstand der 68-er Generation entzündete sich am ominösen Zivilverteidigungsbüchlein von 1969. Die Zahl der Dienstverweigerer war von Null auf 800 pro Jahr gestiegen. Bei der Abstimmung über die Abschaffung der Armee, drei Wochen nach dem Mauerfall, legten zwei von drei Männern der Auszugsgeneration ein Ja in die Urne! Vier von

fünf Ja wollten aber nicht die Armee abschaffen, sondern forderten Reformen.

Im Mai 1989, sechs Monate vor dem Mauerfall, hat der Bundesrat die Leitlinien für die Armeereform 95 festgelegt. Eine Bestandesreduktion von 600'000 auf 400'000 und der Verzicht auf Heeresklassen waren die Hauptpunkte. Die Armeeform 95 war also nicht die Antwort auf die politische Wende in Europa, sondern der erste Schritt zur Rationalisierung für ein Massenheer, das nahtlos aus dem Weltkrieg in den Kalten Krieg überführt und in helvetischer Überversicherungs-Mentalität stetig ausgebaut worden war.

Die Armeeform XXI von 2004 begann mit einer breit angelegten Debatte zur Sicherheitspolitik und legte erst nachher im Armeeleitbild die heeresorganisatorischen Konsequenzen fest. Unglücklich ist, dass die parteipolitische Zersplittertheit zwischen links und rechts die integrale Umsetzung des Leitbildes verhinderte. Die SP hält die Armee noch immer für zu gross und glaubt die Lösung in der Abschaffung der Wehrpflicht zu finden. Die SVP verharrt im Alleingang, will nichts von internationaler Kooperation wissen und pflegt eine rückwärts gerichtete Reduitnostalgie.

Leider schwenkten die Mitteparteien nach rechts und verwässerten den „Militärdienst am Stück“ (Durchdiener) bis zur Unkenntlichkeit. Der Schweizer Armee ist die Anpassung an die weltpolitische Wende der Neunzigerjahre noch immer nicht geglückt. Sie ist inzwischen 20 Jahre im Rückstand gegenüber allen andern Armeen vergleichbarer Staaten. Der Reformbedarf für die Schweizerarmee, die in absoluten Zahlen

einmal die grösste Streitmacht Europas war, ist eben ungleich grösser als anderswo.

Die Armee ist viel zu gross und trotzdem ist ihre Bereitschaft ungenügend

Es gibt zu viele Verbände der zu grossen Armee, die nichts Sinnvolles zu tun haben, sei es weil frühere Risiken weggefallen sind, sei es dass unser Wehrsystem nicht in der Lage ist, soviel Personal aufzubieten, wie man für die Aufgabenerfüllung eigentlich brauchte. Ein Beispiel für eine Aufgabe, die nur noch professionell und nicht mehr milizmässig erfüllt werden kann, ist das Abhören des elektronischen Verkehrs im Ausland. Das wird rund um die Uhr mit zivilem VBS-Personal besorgt. Wozu braucht es dann noch sieben EKF-Abteilungen der Miliz? Und es gibt noch immer überdimensionierte Waffenarsenale: Die Schweiz besass einmal mit 561 Panzerhaubitzen, die weltweit zweitgrösste Flotte! Heute gibt es mit 224 immer noch viel zu viele. Die Problematik von Kollateralschäden im überbauten Gebiet hat der Gaza-Feldzug Israels deutlich gemacht. Schliesslich gibt es noch Verbände, die zur Rechtfertigung früherer Investitionen bestehen bleiben. So die sechs Spitalbataillone, die sechs Armeespitäler mit zusammen 3000 Patientenbetten betrieben, in einem Land, das bekanntlich unter zuviel Spitalbetten leidet.

Trotz aufgeblähten Beständen ist andererseits die Bereitschaft für Katastrophenhilfe nicht gewährleistet. Nicht immer stehen geeignete WK-Truppen für eine Hilfeleistung zur Verfügung. Als beim Bergsturz in Randa mangels verfügbarer WK-Truppen nach zwei Tagen ad-hoc Freiwillige eintrafen, war das gewiss ein eindrückliches Beispiel des Milizgeistes. Ein strukturierter und ausgebildeter Durchdienerverband mit Zeitkader – auch das ist Miliz – wäre aber als eingespieltes Team sofort verfügbar und ungleich effizienter gewesen.

Risikobeurteilung

Bei der Risikobeurteilung dominiert bei uns die rein militärische Methode, wonach nur Potentiale, nicht aber Absichten interpretiert werden. Das ist das bekannte Erbsenzählen von Geheimdiensten. Es führt zu einem exzessiven worst-case-Denken, wonach alles, was auf diesem Planeten jemals geschehen ist oder noch geschehen könnte, direkt mit der Sicherheit der Schweiz verknüpft wird. Dass Trinkwassermangel als Begründung für neue Kampfjets dienen soll, ist ein aktuelles Beispiel. Risiken lassen sich nicht abstrakt beurteilen, sondern müssen in plausible Szenarien eingekleidet werden: Wer – was – wann – wo – warum? Militärische Gewaltanwendung gegen die Schweiz könnte nur von unseren Nachbarstaaten ausgehen. Die Schweiz ist jedoch von EU- und NATO-Staaten

umgeben. 500 Jahre traditionelle Schweizergeschichte, von Marignano bis zum Ende des kalten Kriegs sind bezüglich Kriegsrisiken definitiv vorbei.

Selbstmordattentate oder Erpressung mit Geiselnahme geschehen in einem friedlichen Land nicht ohne Anzeichen. Auch im asymmetrischen Krieg werden Ziele verfolgt. Gegen den ersten terroristischen Akt war weder in New York noch in Madrid oder London eine Verhinderung möglich. Aber es hat auch kein solches Ereignis die betroffene Nation destabilisiert. Dass aus dem hohen Ausländeranteil bei uns ethnische Verwerfungen wie in Exjugoslawien resultieren könnten, schreibt sich nur Rechtsausen auf die Fahnen. Als in der grossen Stabsübung „Stabilo 07“ die Raumsicherung geübt wurde, musste für die Ausgangslage ein Szenario erfunden werden, wie es selbst in der Völkerwanderungszeit vor 1'500 Jahren jeglicher Realität entbehrte...

Aufgaben der Armee: Verteidigung, Unterstützung der zivilen Behörden und Friedensförderung.

a) Von 1948 bis 1995 ging die Schweizer Armee vom worst-case-Risiko des strategischen Überfalls aus. Da die Schweizer Armee nur durch die Bundesversammlung und nach der Wahl eines Oberbefehlshabers und Erteilung einer Vollmacht aufgebildet werden kann, musste die Mobilmachung des Massenheeres rasch geschehen. Das hatte zur Folge, dass für Waffen, Fahrzeuge und Logistik eine Verfügbarkeit von gegen 100 Prozent verlangt wurde. Das erforderte Tausende von Militärbeamten und einen Aufwand für Betrieb und Investitionen in Milliardenhöhe. Die Einsparungen von 5 bis 7 Milliarden Franken, die dank der Armeereformen 95 und 21 den Bundeshaushalt entlasteten, haben ihren Ursprung darin, dass nicht mehr Spitzenbelastungen den Takt angeben. Die viel genannten Mängel in der Logistik haben auch damit zu tun, dass im Militärdienst ein Service verlangt wird, wie wir ihn im zivilen Bereich niemals erwarten dürften.

Immer noch weist unsere Armee einen weit übersetzten Bestand auf. Wenn Finnland zum Beispiel seine Sicherheitsrisiken mit einer Armee von 29'300 Aktiven abdecken kann, ist nicht einzusehen, weshalb die Schweiz 140'000 Aktive braucht. Finnland ist in jeder Beziehung gut vergleichbar mit der Schweiz. Beide Länder kennen bei ähnlicher wehrpflichtiger Bevölkerung die allgemeine Wehrpflicht und nehmen sie ernst. Finnland gehört ebenfalls nicht zur Nato und erklärt sich als neutral.

b) Unterstützung der zivilen Behörden geschieht immer auf Gesuch hin und subsidiär. Wenn die verlangten Leistungen nicht im Fachbereich der eingesetzten Truppe liegen, bedauern die Kommandanten die verlorene Ausbildungszeit. Mannschaften empfinden aber das Skipistenstampfen am Lauberhorn meist als sinnvoller als das Trainieren der Panzerabwehr. Das ist Ausdruck der offenkundigen Sinnkrise. Bei terroristischen Akten werden Polizei, Feuerwehr und Rettungsdienste gerufen und erst in einer späteren Phase kommen Zivilschutz oder Rettungstruppen der Armee zum Einsatz.

c) Bei den Einsätzen im Ausland unter UNO- oder OSZE-Mandat zusammen mit Streitkräften anderer Staaten leistet die Schweiz im internationalen Vergleich eindeutig zu wenig. Vergessen wird vielerorts, dass solche Einsätze auch dazu dienen, die Leistungsfähigkeit unserer Armee im Vergleich zu messen und dem Kader Gelegenheit zu geben, seine Führungsverantwortung in längeren Sequenzen zu üben. Zu Hause bleiben läuft letztlich auf eine geschützte Werkstatt hinaus.

Mängel des geltenden Dienstpflichtsystems

Die weltweit einzigartige schweizerische Militärdienstpflicht wird über eine doppelte zeitliche Verpflichtung gesteuert. Der Soldat ist vom 20. Altersjahr an für 10 Jahre dienstpflichtig und hat in diesem Zeitraum 145 Tage am Stück in der Rekrutenschule mit Anlern-Vorgesetzten und 115 Tage mit 6 dreiwöchigen Wiederholungskursen in der richtigen Armee mit ausgebildeten Kadern zu leisten. Einsatzbereit sind Formationen also im Schnitt nur während drei von hundert Wochen. Aber jeder Armeeingehörige hat seine persönliche Ausrüstung im Wert von etwa 5'000 Fr. zu Hause. Gegen 8'000 VBS-Angestellte mit einer Lohnsumme von rund 600 Millionen Franken im Jahr sind mit der Lagerung und dem Unterhalt von Waffen und Gerät sowie als Lehrer in der Ausbildung der Rekruten eingesetzt. Wie in den Behörden auf allen Stufen und in der Krankenpflege ist die reine Miliz längst Geschichte.

Das Bestandessoll wären 120'000 Aktive und 20'000 Rekruten in Ausbildung. Tatsächlich sind es aber 195'000 Aktive, wovon jeder Dritte den Dienst verschiebt und 93% der Armeeingehörigen mit ihren Dienstleistungen im Rückstand sind. Dagegen ist die Armee machtlos. Das Einrücken kann nicht erzwungen werden. Der Hauptgrund für das Zunehmende „Ohne –mich“

liegt in der Unvereinbarkeit von den Zwängen des Arbeits- oder Studienplatzes mit den nicht mehr zeitgemässen Ansprüchen der Armee. Seit vielen Jahren fehlen zudem 200 bis 250 Leutnants pro Jahrgang. Das personelle Mengengerüst entspricht in keiner Weise den Vorstellungen der Armeepoliker. Wenn alles Gesundbeten vergeblich ist, bleibt nichts anderes übrig, als der Realität in die Augen zu schauen.

Fazit: Unsere Armee ist zu gross, zu teuer und ohne ersichtliche, zeitgemässe Strategie

- zu gross mit 195 000 Aktiven, die nur 3 von 100 Wochen einsatzbereit sind
- zu teuer, weil jeder Armeeingehörige voll ausgerüstet werden muss und vor allem weil die Schweiz noch immer eine rückwärtsorientierte Mechanisierung pflegt mit einem riesigen Fahrzeugpark (Doktrin des „heavy metal“). Darum entscheidet immer häufiger die Finanzpolitik über die Militärpolitik.
- Ohne zeitgemässe Strategie, weil sie noch immer auf Autarkie baut, mit dem Mauerfall das Feindbild verloren und in 20 Jahren kein neues Leitbild erstellen konnte.

Lösungsvorschlag des Referenten

Miliz bedeutet, dass man sich im zivilen Beruf, in der Armee und vielleicht auch noch in der Politik zu bewähren hat. An der Professionalität der Leistungen werden keinerlei Abstriche geduldet! Das Dilemma der Mehrfachverwendung lässt sich nur so lösen, dass die unterschiedlichen Ansprüche nicht zur gleichen Zeit, sondern nacheinander befriedigt werden. Die moderne Arbeitswelt mit der Forderung nach Mobilität und häufigen Anstellungs- und Berufswechseln käme dem entgegen.

Mehr Durchdiener heisst die Lösung aller Probleme! Ein Konzept mit dem Titel „Miliz XXI“, das H.U.Ernst im Auftrag des VBS verfasst hat, liegt dort in der Schublade. Es hält an der Wehrpflicht fest, präsentiert einen mit dem Ausland vergleichbaren Heeresbestand, passt das Milizprinzip der heutigen Arbeitswelt an, schafft eine risikotaugliche Bereitschaft, verkürzt die Diensttagepflicht, fügt diese besser in den zivilen Arbeits- und Studienplatz ein, minimiert die Probleme in der Logistik und beim Instruktionspersonal und spart gegen 400 Millionen Franken im Jahr.

Zusammenfassung: Urs Graf, NHG/TS Bern

Roma locuta – causa finita

Die jahrtausendealte Weisheit gilt für die Volksabstimmung ebenso wie für höchstrichterliche Gerichtsentscheide:

Wenn einmal das Volk oder das oberste Gericht (in Rom) gesprochen hat, dann gilt es, ist die Sache gelaufen.

So haben die Verlierer der Abstimmung über die **Minarettinitiative** das Ergebnis als Demokraten zu akzeptieren.

Sollte der Strassburger Gerichtshof dereinst die Minarettinitiative für EMRK-widrig erklären, ist der Richterspruch von den Unterlegenen ebenfalls zu akzeptieren.

Man müsste dann aber von einem unwürdigen Kompetenzkonflikt reden insofern, als eine Instanz – das Volk – das Minarettverbot gutheisst und die andere – das Gericht – das Verbot ablehnt.

Und der Konflikt hätte seine Ursache darin, dass das Volk über eine Initiative abgestimmt hat, obwohl sie offensichtlich gegen die EMRK und gegen die Bundesverfassung verstösst – gegen diese insbesondere deshalb, weil sie das Diskriminierungsverbot und nach einem Teil der Lehre die Religionsfreiheit verletzt.

Solche Abstimmungen werden zu Recht nicht ungestraft durchgeführt, weil sie sich gegen historisch gewachsene eherne Grundsätze unserer nationalen und internationalen Rechtsordnung richten und weil das Stimmvolk in den Abstimmungsunterlagen vom Bundesrat in aller

Form auf diesen Makel der Initiative aufmerksam gemacht wurde.

Insoweit als die Verfassungsinitiative Verfassungsnormen verletzt, stehen sich Normen gleicher Stufe gegenüber.

Nicht nur hinter der Initiative steht der Volkswille, dem eine politische Partei blindlings und blanko die absolute Priorität geben will. Auch hinter der Verfassung steht der Volkswille, weshalb besonnene Kräfte neue Normen möglichst sorgfältig und respektvoll einpassen wollen. Gemeint ist die Verfassung, die während ihres ganzen Bestehens und bis heute Richtschnur unserer Gesetzgebung, Gegenstand einer breiten Rechtsprechung war und zwar desjenigen Teils, der unser Rechtsbewusstsein am meisten geprägt und so als Klammer unseres heterogenen Staatswesens gedient hat.

Und dieser identitätsstiftenden Verfassung wird eine Vereinigung wie die NHG, die sich gemäss Präambel einsetzt „für das aktive und aufgeschlossene Mitwirken aller Bürger an der Demokratie und an der Festigung des nationalen Zusammenhaltes“, den Respekt nicht versagen. So wird der Vorschlag, wonach eine Volksinitiative, die gegen die EMRK oder gegen die Grundwerte der Bundesverfassung verstösst, als ungültig zu erklären ist, sehr wohl zu prüfen sein.

Franz Nyffeler, ehem. Bundesrichter

(Dieser Beitrag wurde auf Wunsch des Vorstandes der NHG-Schweiz verfasst)

Calendrier des prochaines manifestations Veranstaltungskalender

Groupe Genève:

27 janvier 2010 : « Le Centre de Politique de Sécurité de Genève et ses défis ! » - conférence du Commandant de corps (aD) et Senior Advisor GCSP Luc FELLAY – Maison Dufour. Invitation aux membres du Club du Lundi.

16 février 2010: « L'Homme et le Climat: de l'ère glaciaire à l'ère de l'effet l'effet de serre. » - conférence du Professeur Martin BENISTON – Maison Dufour.

15 mars 2010: « La réforme des services de renseignement au regard de l'évolution de la menace » – déjeuner-conférence du Brigadier Jean-Philippe GAUDIN, chef du renseignement militaire - Club du Lundi, Hôtel Warwick, Cornavin.

25 mars 2010: « Sécurité des clients et des investissements » conférence de M. Edouard CUENDET – Maison Dufour.

Avril 2010 : Insécurité et sentiment d'insécurité en matière de police - conférence de M. Jean SANCHEZ, chef adjoint de la police (titre et date à préciser).

Mai 2010: « L'information du citoyen : quantité vs qualité ? » - conférence de M. Guillaume Chenevière, directeur de la Fondation Médias et Société – Maison Dufour.

Juin 2010: Assemblée générale annuelle.

NB : Pour la saison 2009-2010, toutes les manifestations organisées par le Groupe (sous réserve de l'Assemblée générale) ont lieu entre 12 et 14 heures à la Maison du Général Dufour avec petite restauration.

Les habitués de la Maison Dufour sont cordialement invités à se joindre aux membres du Groupe, en annonçant leur participation à Mme Monney

Gruppe Bern:

26. Januar 2010 / 18.15 – 19.45 Uhr: Das Emotionale in der Politik

Wie wird in der Politik mit Emotionen gearbeitet? Wo und wie werden sie missbraucht? Wie kann es gelingen, eine gute Balance zwischen Emotionen und rationalen Argumenten zu erreichen? Unter anderem wird am Beispiel der EU-Beitrittsdiskussion untersucht, wo uns nationale Mythen blockieren und wie ideelle und emotionale schweizerische Werte angesprochen werden könnten.

Die Veranstaltung wird gemeinsam mit der NEBS (Neue Europäische Bewegung Schweiz) durchgeführt.

Einführung Prof. Dr. Wolf Linder Uni Bern

Co-Referent Roger de Weck. Publizist

Montag, 22. Februar 2010 / 18.15 – 19.45 Uhr: Statt Land Stadtland Schweiz

Trotz aller Warnungen verbauen wir in der Schweiz seit Jahrzehnten einen Quadratmeter Land pro Minute. Gibt es ein Rezept, um diese Entwicklung zu stoppen?

Einführung B. Loderer, Stadtwanderer

Diskussion: Frau M. Lezzi, Direktorin des Bundesamts für Raumentwicklung; Dr. R. Rodewald, Geschäftsleiter Stiftung Landschaftsschutz Schweiz; Dr. Pierre Triponez*, Nationalrat FDP, Präsident Hauseigentümerverband des Kantons Bern

Moderation Georg Iselin, Fürsprecher, Coach + Supervisor BSO

22. März 2010 / 18.15 – 19.45 Uhr: Macht uns die Krise unglücklich?

Die Schweiz ist mit in den Strudel der weltweiten Wirtschaftskrise geraten. Theoretisch müssten wir als Folge davon unglücklicher werden. Was sagt die Glücksforschung dazu?

Einführung Prof. M. Binswanger, Hochschule für Wirtschaft Nordwestschweiz

Diskussion Bastien Girod, Nationalrat Grüne Partei, Dr. Serge Gaillard*, Direktor SECO

Die Veranstaltungen finden im Restaurant „Zum Äusseren Stand“ an der Zeughausgasse in Bern statt (Empireaal, 1. Stock), jeweils von 18.15 bis 19.45 Uhr. Anschliessend wird ein Apéro serviert.

Gruppe Winterthur:

Dienstag, 2. Februar 2010 / 20.00 Uhr: „Integration“, Thomas Kessler, ehemaliger Integrationsbeauftragter Basel, Hotel Wartmann.

Dienstag, 2. März 2010 / 20.00 Uhr: „Aktuelle Herausforderungen – Rolle der Schweiz“. Martin Lees, Generalsekretar Club of Rome, Hotel Wartmann.

Dienstag, 13. April 2010 / 20.00 Uhr: „Einflussreiche Schweizer im Ausland“, Dr. Anselm Zurfluh, Direktor „Museum der Schweizer im Ausland“, Hotel Wartmann.

Dienstag, 25. Mai 2010 / 20.00 Uhr: „Späck oder Spëck or Bacon - Zürichdeutsch Im Wandel“, Prof. Dr. Jürg Bleiker, Germanist, Hotel Wartmann.

Freitag, 27. August 2010: Hauptversammlung, Eisenbibliothek, Kloster Paradies, Schlatt TG.

Dienstag, 7. September 2010 / 20.00 Uhr: „Schweizer Armee-Einsätze im Ausland“, Beat Eberle, Oberst i.G. SWISSINT, Hotel Wartmann.

Dienstag, 5. Oktober 2010 / 20.00 Uhr: „Pro und Kontra EU-Beitritt“, Prof. Dr. Erich Bürkler, Fachhochschule Nordwestschweiz Basel.

Dienstag, 2. November 2010 / 20.00 Uhr „Genf – Schweizer Stadt von internationaler Bedeutung“, Nationalrätin Martine Brunschwig Graf, Genf, Hotel Wartmann.

Freitag, 3. Dezember 2010 / 18.00 Uhr: Klausabend, Führung durch das neu eröffnete Kunstmuseum Winterthur.

Gruppe Graubünden:

Donnerstag, 25. Februar 2010: „Warum Demokratie?“, Prof. Claudia Honegger, Soziologin, Loësaal Chur.

RS-NSH / NGH-TS, Netzwerk Müllerhaus, Bleicherain 7, 5600 Lenzburg 1, 062 888 01 15, info@rsnsh.ch